

***l'Anti*capitaliste**

n°601 | 3 février 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

LEUR GAUCHE ET LA NÔTRE



POUR L'UNITÉ ET
LA RADICALITÉ,

SOUTENONS

PHILIPPE POUTOU!

Dossier

LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE
N'OFFRE AUCUN AVENIR
AUX JEUNES!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Inquiétants bruits de
bottes en Ukraine

Page 2

PREMIER PLAN

Violences faites aux
femmes: Darmanin est né
avant la honte

Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Coup d'État au Burkina Faso:
sans regret pour Kaboré, sans
illusion sur l'armée

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Il y a 50 ans, le Bloody Sunday en
Irlande, par Joseph Healy, membre
d'Anticapitalist Resistance

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Inquiétants bruits de bottes en Ukraine

Ce sont donc désormais 100 000 militaires russes, équipés d'armes lourdes, qui sont déployés aux frontières de l'Ukraine, déjà partiellement occupée par la Russie. De leur côté, les pays membres de l'Otan annoncent l'envoi de plusieurs milliers – voire davantage encore – de soldats en Europe de l'Est, qui viennent s'ajouter à ceux qui sont déjà présents. Les États-Unis affirment ainsi avoir déjà placé 8 500 militaires en alerte. Ces bruits de bottes ne doivent pas être pris à la légère et chacunE doit prendre la mesure de ce qui est en train de se dérouler en Ukraine et aux alentours. En effet, ainsi que l'analyse Gilbert Achcar, « ce qui se passe actuellement au cœur du continent européen est le moment le plus dangereux de l'histoire contemporaine et le plus proche d'une troisième guerre mondiale depuis la crise des missiles soviétiques à Cuba en 1962 ».

Avec, d'un côté, une politique d'expansion militaire russe de plus en plus agressive et, de l'autre, les États-Unis et leurs alliés-subordonnés, sous la houlette d'un Joe Biden qui avait déclaré, juste après son intronisation, que « l'Amérique était de retour », assumant une politique impériale décomplexée et arrogante, vis-à-vis notamment de la Russie et de la Chine, il y a de quoi être inquiet. Le jeu de poker menteur entre les grandes puissances pourrait rapidement dégénérer. Et ce n'est pas Macron, président en exercice de l'Union européenne, avec ses coups de téléphone à Poutine, qui va apaiser les choses. La France, puissance coloniale historique qui maintient sous sa domination directe ou indirecte des territoires et des pays entiers, est en effet partie prenante, bien que dans une position subalterne, de ces rivalités impériales, renforcées par la crise du capitalisme à l'échelle mondiale, qui exacerbe rivalités et tensions.

Une fois de plus, ce sont les peuples, en premier lieu le peuple ukrainien, qui trinquent. Face à la dangereuse et criminelle irresponsabilité des dirigeants des grandes puissances, nous faisons nôtres les déclarations de nos camarades du Mouvement socialiste russe : « Dans ces conditions, une position anti-guerre devient nécessaire au niveau international pour toutes les forces de gauche et progressistes. Les gauches russe, ukrainienne, américaine et ouest-européenne doivent exiger de leurs gouvernements une désescalade immédiate ».

BIEN DIT

L'argumentation de Zemmour laisse présager, au cas où l'extrême droite arriverait au pouvoir, un sort funeste pour les musulmans. Il parle des musulmans comme on parlait des juifs à l'époque.

SERGE KLARSFELD, Mediapart, 24 janvier 2022

À la Une

LEUR GAUCHE ET LA NÔTRE

Pour l'unité et la radicalité, soutenons Philippe Poutou !

Dimanche soir, les résultats de la « Primaire populaire » ont été rendus. Et, sans grande surprise, c'est Christiane Taubira qui a été investie. Cette nouvelle candidature prétend rassembler la gauche, mais comment cela serait-il possible sans contenu politique ni stratégique ?

Indéniablement, cette primaire populaire a rencontré, malgré tout, un certain succès numérique. En effet, selon les organisateurEs, il y a eu 467 000 inscritEs pour cette investiture, parmi lesquelEs 392 738 votantEs. Ce sont donc 150 000 inscritEs de plus que « l'investiture populaire » qui a désigné Jean-Luc Mélenchon, presque 350 000 de plus que ceux de la primaire écolo qui a investi Jadot, sans parler du faible nombre de militantEs du Parti socialiste qui ont désigné Anne Hidalgo. C'est évidemment moins, beaucoup moins que la « primaire citoyenne » pour l'élection de 2012, mais 10 ans après la situation politique et l'état de la gauche sont loin d'être comparables.

Une figure providentielle pour sauver la gauche ?

Au-delà du relatif succès de participation, cette primaire populaire révèle une crise sans précédent des vieux partis institutionnels issus du mouvement ouvrier, tels que le PS et le PCF. Cette primaire, qui se veut inédite dans sa forme, montre aussi qu'elle s'inscrit malheureusement totalement dans la V^e République, en particulier sur la question de la personnalisation et de la recherche de la figure providentielle. Christiane Taubira deviendrait ainsi, comme par miracle, la figure pour sauver la gauche sans même un début de programme. Et son intervention à l'issue de son investiture est révélatrice : aucune proposition concrète n'a été avancée face aux urgences sociales, démocratiques et écologiques du moment. Elle s'est contentée de vanter les vertus passées et présentes de la gauche, avec de belles formules et citations mais sans aucune critique y compris du quinquennat de Hollande. Ce n'est évidemment pas une surprise pour celle qui, pratiquement

jusqu'au bout, est restée au gouvernement sous Hollande, y compris quand Manuel Valls était Premier ministre. Un gouvernement, rappelons-le, qui a mis en place l'état d'urgence, incarcéré des opposantEs, attaqué le code du travail, mis le pied à l'étrier à Macron, etc. Mais Christiane Taubira, qui incarne réellement la gauche libérale de ces vingt dernières années, apparaît pour un certain nombre loin de la gauche qui trahit. Elle représente pour beaucoup, et en particulier pour une partie de la nouvelle génération, une figure de proue des luttes antiracistes, pour l'égalité des droits avec en particulier son combat pour le mariage pour toutes et tous. Mais cela ne sera évidemment pas suffisant pour rassembler et sauver la gauche...

L'unité, oui mais...

La primaire populaire a remis sur le devant de la scène la question de l'unité sur le terrain électoral,

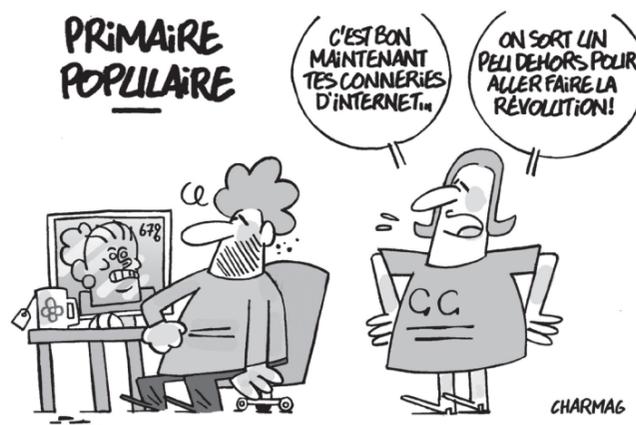
répondant ainsi à une forte aspiration d'une partie de la population, dans une situation dégradée, d'extrême droitisation de la société et où la gauche ne fait plus référence. Nous ne sommes évidemment pas insensibles aux questions d'unité, même électorale, pour peu qu'elles soient posées à partir du contenu politique, d'un point de vue stratégique et donc comme programme. Nous pensons que Macron devrait être sanctionné pour l'ensemble de son œuvre sans aucune hésitation. Mais si vouloir « battre Macron » ne doit évidemment pas ouvrir la voie à la droite et à l'extrême droite, cela ne peut se faire par des raccourcis ou par le seul étendard de l'unité. Pour le NPA, l'unité de notre camp social est une donnée stratégique importante pour remporter des victoires, mais cette dernière ne peut se faire à tout prix et n'est surtout pas une fin en soi. Comment serait-il possible, par ailleurs, de laisser croire que des héritierEs

du Hollandisme ou des représentantEs de courants politiques et dramatique expérience de la « gauche » au pouvoir pourraient se regrouper avec celles et ceux qui l'ont combattue, y compris dans la rue ? Sur le fond, comment pourrions-nous en outre être en accord quand les unEs et les autres veulent « gérer le système » et que nous nous voulons le changer ? C'est ainsi que pour nous, il ne peut y avoir de demi-mesures, voire des reculs, mais un véritable programme radical qui s'en prend à la racine du problème.

Défendre une orientation et une stratégie claires

Pour nous, l'unité doit avant tout être celle pour les luttes et les mobilisations dont une grande partie de la gauche a été absente ces dernières années, y compris sous Macron. Comment être unis dans les urnes sans l'être dans l'action, pour la défense de mesures pour notre camp social ou contre les offensives réactionnaires ? Cela veut dire discuter de ce qu'il est possible de faire ces prochaines semaines, car nous n'envisageons pas la campagne électorale comme une parenthèse, en particulier contre l'extrême droite, pour les droits sociaux, démocratiques et l'urgence écologique. Pour cela, il faut mener les débats jusqu'au bout sur les questions programmatiques et stratégiques. Regrouper autour d'une gauche de rupture avec le capitalisme reste donc une nécessité, et la campagne Poutou reste pour nous le meilleur moyen de mener le plus largement les discussions pour y arriver.

Joséphine Simplon



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le programme des patrons

Les organisations patronales ont d'ores et déjà écrit le programme des mesures à prendre quel que soit le prochain président et elles ont bien l'intention qu'il soit appliqué.

Deux organisations patronales viennent de publier les mesures qu'elles jugent prioritaires pour le prochain quinquennat présidentiel : le Medef bien sûr, mais aussi l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), la principale fédération de l'industrie.

Cotisations sociales, dépenses publiques, temps de travail

Leur première exigence est une baisse supplémentaire de la fiscalité des entreprises de 35 milliards : il s'agit de poursuivre la baisse des « impôts de production » déjà engagée par Macron

pour 10 milliards. Baisser les impôts mais aussi les dépenses : sans pudeur, alors que des milliards d'euros ont été déversés vers les entreprises, le Medef appelle de ses vœux une baisse des dépenses publiques. Voilà qui présage de nouvelles attaques contre les services publics au nom de la lutte contre les déficits et la dette. Ensuite arrive un grand classique patronal : la baisse du « coût du travail » avec un « transfert des cotisations patronales vers des prélèvements fiscaux (TVA ou CSG) ». Il s'agit d'une attaque supplémentaire contre le système de cotisations sociales afin de transférer encore

plus le financement de la protection sociale vers les contribuables au lieu des entreprises. L'UIMM chiffre à 17 milliards la baisse des cotisations sociales employeurs qu'elle réclame. Sans surprise, la réforme des retraites doit avancer. Le Medef réaffirme son attachement à un recul de l'âge de départ à la retraite à 65 ans (trois mois de décalage par an), avec la suppression des régimes spéciaux. L'UIMM précise qu'elle est favorable à une sous-indexation de la revalorisation de pensions de 1 point par rapport à la hausse des prix : l'érosion des retraites se poursuivrait donc et serait officialisée.

Le Medef n'oublie son traditionnel couplet sur le temps de travail et les 35 heures, et pousse pour « renforcer les marges de manœuvre existantes pour augmenter la durée annuelle sans nécessairement revenir sur la durée légale hebdomadaire », avec le recours accru aux forfaits jours. La durée légale du travail serait ainsi vidée de son sens par une flexibilité accrue.

Les salaires attendront

Ensuite vient le pouvoir d'achat. Bien sûr, pas question d'augmenter les salaires, et il s'agit de mettre en place des dispositifs individuels plus ou moins financés par l'État à travers la défiscalisation. Il s'agirait de « développer, monétiser et défiscaliser le compte épargne temps (CET) », avec également la pérennisation de la « prime Macron » dans les entreprises de moins de 50 salariéEs. Tout cela

Un monde à changer

CROISSANCE: C'EST REPARTI... COMME EN 14. CertainEs de nos lecteurEs connaissent cette expression du début de la Première Guerre mondiale, en 1914, lorsque des soldats français, auxquels on bourrait le crâne, sont partis persuadés qu'ils allaient rapidement gagner la guerre contre l'Allemagne. La suite, on la connaît. À entendre les commentaires triomphants du gouvernement sur les chiffres de la croissance et du chômage, l'expression vient à l'esprit.

Avec + 7%, la croissance du PIB français a fortement rebondi en 2021 selon les chiffres publiés par l'Insee. Ce chiffre (qui vient après une baisse de 8% en 2020) est nettement supérieur aux prévisions, et à la performance de plusieurs pays voisins.

La croissance s'est logiquement accompagnée d'une baisse du chômage. Le nombre de demandeurEs d'emploi inscrits à Pôle emploi a reculé de 12,5% sur un an pour la catégorie A, celle qui regroupe les chômeurEs n'ayant pas du tout travaillé. Ceci dit, le chômage de masse persiste: il y avait, fin 2021, 3,3 millions de chômeurEs en catégorie A et, au total, 5,6 millions pour les catégories A, B et C. Les catégories B et C incluent les personnes qui sont inscrites à Pôle emploi tout en occupant des emplois précaires et sont donc à la recherche d'autre chose. En fait, le nombre de chômeurEs en catégories B et C a augmenté sur un an de 5,9%. Donc, le bilan de l'année 2021 pourrait être résumé ainsi: moins de chômeurEs totalement sans emploi, plus de chômeurEs avec des emplois précaires.

Derrière ces résultats, il y a d'abord l'intervention massive de l'État au secours des entreprises, qui a en quelque sorte garanti les profits de bon nombre d'entre elles. Comme l'écrit, le journaliste de *Mediapart* Romaric Godin: «Il eût ainsi été étonnant et en réalité impossible qu'une économie qui a été soutenue à un tel niveau (près de 400 milliards d'euros en additionnant les aides de l'État et de la Sécurité sociale) ne rebondisse pas vigoureusement et ne finisse pas par créer des emplois.»

L'avenir est incertain pour cette croissance largement assise sur l'argent public. Des mesures d'austérité s'annoncent pour après la présidentielle. Le FMI vient d'ailleurs d'appeler la France à baisser rapidement ses dépenses publiques.

Pour les travailleurEs, rien de bon ne s'annonce, les entreprises vont vouloir compenser la réduction du soutien public en étant encore plus dures sur les salaires ou (pour celles qui le peuvent) en augmentant leurs prix, ce qui a déjà, cumulé avec les hausses de l'énergie, commencé à peser sur le pouvoir d'achat des salaires et retraites. Plus profondément, cette croissance ressuscite le «monde d'avant», ses inégalités, le démantèlement des services publics, le cynisme des actionnaires et... l'aveuglement devant la crise écologique (au-delà des mesures cosmétiques). Alors, oui, plus que jamais, il faut changer de système et, croissance ou pas, se préparer à des luttes difficiles.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Darmanin est né avant la honte

Le 25 janvier, Darmanin déclarait sur *France Inter*: «Aujourd'hui, les femmes qui sont psychologiquement ou physiquement atteintes par leur compagnon déposent plainte systématiquement, il n'y a plus de mains courantes, systématiquement il y a désormais des gardes à vue, systématiquement il y a des poursuites judiciaires». Un flot de mensonges que les associations féministes ont dénoncé.

Il faut dire qu'il s'agissait d'expliquer pourquoi, alors que la lutte contre les violences faites aux femmes était la «grande cause du quinquennat» Macron, les plaintes pour viols et les violences intrafamiliales étaient en forte hausse pour la quatrième année consécutive. Pour le ministère de l'Intérieur, cela repose sur trois facteurs: la hausse des plaintes concernant des faits anciens, la libération de la parole et «la prise en considération de ce sujet par les forces de l'ordre».

Il ment comme il respire...

Et s'il est en partie vrai que l'augmentation du nombre de plaintes est une avancée du mouvement féministe et de #MeToo, qui a permis à de nombreuses femmes de parler des violences qu'elles avaient subies et de demander à être reconnues comme victimes, on ne peut pas aujourd'hui décemment déclarer que toutes les femmes victimes de violences

portent plainte, et encore moins que toutes les plaintes sont prises en compte et donnent lieu à des poursuites. Ainsi, moins de la moitié des femmes victimes de violences conjugales portent plainte. Concernant les viols le constat est tout aussi alarmant: seules 10% de femmes victimes portent plainte. Quant à affirmer que les plaintes sont enregistrées systématiquement, il s'agit d'une pure affabulation. Pour ce qui est des violences sexuelles (viol, agression sexuelle, harcèlement sexuel), les plaintes donnent lieu à des classements sans suite dans près de 70% des cas. Un chiffre cohérent avec celui donné par le Haut conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes en novembre 2020 concernant les violences conjugales, qui affirmait que seulement 18% des mains courantes donnaient lieu à des investigations, et 80% des plaintes étaient classées sans suite. Au-delà du mensonge, il s'agit donc aussi d'un manque de respect pour toutes

les femmes victimes de violences et les associations féministes, qui dénoncent régulièrement l'incompétence, le mépris et la violence des policiers chargés d'enregistrer leurs plaintes, comme récemment avec le site DoublePeine.

... pour planquer un bilan désastreux

Car c'est bien de cela dont il s'agit, lorsque Darmanin affirme qu'il y a désormais «systématiquement des poursuites judiciaires» on a un peu envie de lui dire que si cela était le cas, il ne serait pas là pour en discuter. Car il omet évidemment de rappeler que lui-même, accusé de viol, n'a pas fait de garde à vue et n'a pas été mis en examen.

Cela lui permet de passer sous silence l'incurie en matière de politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes, on se rappellera les doubles files d'attente dans les commissariats et les grands effets d'annonce de nouvelles lois comme

la saisie des armes des conjoints violents. Quelques jours après ses déclarations, un policier assassine sa conjointe puis s'enfuit, toujours équipé de son arme de service. Il était pourtant déjà connu pour des faits de violences sur conjointe. Le rapport Belloubet, sorti en 2019, a montré que, dans 41% des cas d'homicides conjugaux, la victime avait déjà signalé à la police ou à la gendarmerie les faits de violences. Dans 80% des cas, leurs plaintes avaient été classées sans suite. Il est temps d'agir réellement contre les violences faites aux femmes et il n'y a pas mystère: cela passe par la mobilisation féministe, par la mise en œuvre de moyens humains et financiers pour avancer sur la formation, la prévention et la protection des victimes et par la lutte contre l'impunité des agresseurs. On propose de commencer par Darmanin et par l'inéligibilité des personnes mises en cause pour viol tant qu'à faire.

Aurélien-Anne Thos



servirait de prétexte aux patrons pour refuser de vraies hausses des salaires. L'UIMM a aussi quelques idées sur l'éducation et notamment sur les lycées professionnels: la fédération patronale propose de confier

la responsabilité des lycées professionnels sur les filières industrielles au ministère de l'Industrie...

Bon nombre de ces mesures sont dans la lignée de ce qui est fait depuis des années sans résultats positifs,

notamment sur l'emploi. Pour se limiter aux deux dernières présidences, sous Hollande, il y a eu le «Pacte de compétitivité» de 2012 qui comprenait notamment la création du CICE, soit 20 milliards d'euros par an en faveur des entreprises sans aucune contrepartie. Quant à Macron, il a baissé l'impôt sur les sociétés, les cotisations sociales employeurs et les impôts de production (sans parler des autres mesures en faveur des riches).

Même Péresse est rappelée à l'ordre

Mais le patronat n'en a jamais assez et tire à vue sur tout ce qui pourrait ne pas aller dans son sens. Même Valérie Péresse vient d'en faire les frais. Elle avait annoncé un projet d'augmentation des salaires nets (jusqu'à 3 000 euros par mois) de 10%, passant par une manipulation

des cotisations vieillesse des salariéEs, qui aboutissait à faire financer l'essentiel de la mesure par l'État. Les entreprises n'en étant de leurs poches que pour un tiers (qui aurait été sans doute compensé d'une façon ou d'une autre). Mais c'était trop pour les patrons qui l'ont fait savoir clairement à Péresse. Celle-ci a donc renvoyé l'essentiel de la mise en œuvre de son projet à la bonne volonté des entreprises et à une grande conférence des «partenaires sociaux».

La littérature patronale annonce donc ce que les patrons exigent du prochain président quel qu'il soit. Seule la mobilisation sociale pourrait mettre en échec un programme aussi clairement dirigé contre la grande masse de ceux et celles qui, par leurs travail, produisent les richesses qui permettent aux grands patrons et aux actionnaires de prospérer.

Henri Wilno

Le chiffre

1%

C'est le taux (ridicule) d'imposition sur les fortunes supérieures

à 10 millions d'euros de patrimoine, proposé par Christiane Taubira, qui défend le rétablissement d'un «ISF modifié»: «Je propose dans cet esprit de justice de prendre 1% à partir de 10 millions d'euros de patrimoine et jusqu'à 3% à partir d'un milliard». Les capitalistes tremblent...



Agenda

Tous les vendredis, minute de silence pour dénoncer la mort programmée de l'hôpital public. À 14h (rdv à 13h45), à l'appel du collectif inter-hôpital, partout en France, nombreux et nombreuses hospitalierEs se retrouvent devant leur hôpital pour protester en silence contre la casse de l'hôpital public. Ils et elles appellent les usagerEs à les rejoindre.

Dimanche 6 février, rassemblements commémor'ation en hommage aux mortEs de l'exil. À Paris rdv à 17h place du Palais-Royal. À Toulouse, rdv à 17h, place Arnaud-Bernard. Plus d'infos sur le site de la campagne: antiracisme-solidarite.org

Samedi 12 février, «Médias & extrême droite: halte à la banalisation», Paris. De 13h à 19h, salle Olympe-de-Gouges, Paris 11^e. Journée de débats organisée par Acrimed et Visa.

Samedi 12 février, déambulation nocturne contre le fascisme et l'extrême droite, Paris. À 19h, départ M^o Père-Lachaise direction Belleville, puis République et Strasbourg-Saint-Denis. (antiracisme-solidarite.org)

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau **partianticapitaliste.org**

NO COMMENT

Je serai la
Présidente de
l'impunité zéro.

VALÉRIE PÉRESSE, candidate à la présidentielle pour les Républicains (le parti de Fillon, Sarkozy, Balkany, Guéant et quelques autres...).

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Directeur de publication:
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PALESTINE

Amnesty International: «Les Palestiniens sont victimes d'un apartheid»

Le 1^{er} février, Amnesty International mettait en ligne un rapport consacré aux politiques de l'État d'Israël contre les Palestiniens¹. Le verdict est sans appel: «Les Palestiniens sont victimes d'un apartheid». Nous publions un extrait de la présentation de ce rapport.

Après un travail de recherche de près de quatre ans, nous publions notre rapport, «L'apartheid commis par Israël à l'encontre des Palestiniens. Un système cruel de domination et un crime contre l'humanité». Sur la base d'une analyse juridique et d'une enquête de terrain minutieuses, il documente la mise en place par Israël, à travers des lois et des politiques discriminatoires, d'un système d'oppression et de domination institutionnalisés à l'encontre du peuple palestinien. Si ces violations sont plus fréquentes et plus graves dans les territoires palestiniens occupés (TPO), elles sont également commises en Israël et à l'encontre des réfugiés palestiniens, présents dans des pays tiers.



WIKIMEDIA COMMONS

«Les Palestiniens sont traités comme un groupe inférieur»

Réalisées en concertation avec des experts internationaux et des associations palestiniennes, israéliennes et internationales, nos recherches démontrent que ce système correspond à la définition juridique de l'apartheid. Il s'agit d'un crime contre l'humanité défini par la Convention sur l'apartheid de 1973 et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998. Notre rapport détaille comment, au moyen de lois, de politiques et de pratiques, l'État d'Israël a instauré progressivement un système dans lequel les Palestiniens et Palestiniennes sont traités comme un groupe inférieur, discriminé sur tous les plans: économique, politique, social, culturel...

En imposant de nombreuses restrictions qui privent le peuple palestinien de ses libertés et de ses droits fondamentaux, les autorités israéliennes se rendent coupables du crime d'apartheid et violent les conventions internationales qui définissent ce crime. Ces restrictions ont un impact sur tous les aspects de la vie quotidienne des populations palestiniennes: leurs déplacements sont restreints de façon draconienne dans les territoires occupés, et les conséquences peuvent s'avérer désastreuses sur l'accès à des soins ou à un emploi, ou pour une vie de famille normale.

«Oppression institutionnalisée et prolongée»

Ces restrictions ont également un impact économique très fort et contribuent à appauvrir les communautés palestiniennes d'Israël. Par ailleurs, le droit au retour des réfugiés palestiniens est toujours bafoué. Notre enquête fait aussi état de transferts forcés, de détentions administratives, d'actes de torture et d'homicides illégaux, de dépossession de terres et de biens fonciers, ainsi que de ségrégation, à la fois en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés et pour les réfugiés palestiniens.

Rien ne peut justifier un système reposant sur l'oppression institutionnalisée et prolongée de millions de personnes. L'apartheid n'a pas sa place dans notre monde. La communauté internationale doit reconnaître le crime d'apartheid dont sont responsables les autorités israéliennes et étudier les nombreuses pistes judiciaires qui restent honteusement inexplorées pour que les victimes de ce système puissent obtenir justice et réparation. Israël doit démanteler le système d'apartheid et traiter les Palestiniens comme des êtres humains, en leur accordant l'égalité des droits et la dignité. Tant que ce ne sera pas le cas, la paix et la sécurité resteront hors de portée des populations israéliennes et palestiniennes.

Amnesty International

1 – Le rapport est à retrouver en ligne (en anglais) sur https://amnestyfr.cdn.prismic.io/amnestyfr/2e137e36-bd42-49da-b88b-abdad26eef14_Full+Report-ITPO.pdf

UKRAINE Biden envoie des troupes en Europe de l'Est mais ne bénéficie pas d'un soutien unanime

Le président Joseph Biden a commencé à envoyer des troupes US dans les pays d'Europe de l'Est – quelque 8 500 soldats ont été mis en état d'alerte – mais aucun soldat ne serait envoyé en Ukraine, qui n'est pas membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan). S'agit-il d'un premier pas vers la guerre?

Le président Vladimir Poutine a mobilisé quelque 140 000 soldats qui menacent l'Ukraine, en grande partie en raison de l'alignement croissant du pays sur l'Occident, et plus particulièrement parce que la Russie s'oppose à son adhésion à l'Otan. Le gouvernement ukrainien a en effet exprimé le souhait d'adhérer à cette organisation, les nations européennes et les États-Unis s'y opposent pour l'instant.

«Il n'y a pas de solution militaire pour sortir de cette crise»

Joe Biden a également mis en garde le président russe Vladimir Poutine au sujet de sanctions économiques qui seront «énormes» et «sévères» si la Russie envahissait l'Ukraine. Les sanctions contre les banques, les entreprises et le gazoduc Nord Stream 2 auraient sans doute un effet dévastateur sur l'économie russe, mais affecteraient aussi peut-être les économies de l'Europe, voire du monde entier. L'opposition de Biden à Poutine peut également être motivée par la crainte que si les États-Unis restent passifs, cela pourrait encourager Xi Jinping, le leader chinois, qui aimerait s'emparer de Taïwan.

Au Congrès, la leader de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a accéléré l'adoption d'un projet de loi prévoyant une aide militaire de 500 millions de dollars à l'Ukraine et l'imposition de nouvelles sanctions à la Russie. Certains membres de la Chambre se sont plaints que la procédure accélérée, qui élimine une grande partie du débat, conduira à



WIKIMEDIA COMMONS

des solutions militaires plutôt que diplomatiques.

Du côté démocrate, le Progressive Caucus, qui compte 97 membres à la Chambre et un (Bernie Sanders) au Sénat, a publié une déclaration disant: «Nous continuons à observer avec inquiétude le comportement menaçant de la Russie envers l'Ukraine. Il n'y a pas de solution militaire pour sortir de cette crise – la diplomatie doit être au centre des préoccupations. Nous soutenons les efforts de l'administration Biden pour étendre et approfondir le dialogue, permettant des négociations robustes et des compromis. Nous sommes très préoccupés par le fait que de nouveaux déploiements de troupes, des sanctions radicales et aveugles, ainsi qu'un afflux de centaines de millions de dollars d'armes létales ne feront qu'accroître les tensions et les risques d'erreur de calcul.

La stratégie de la Russie consiste à attiser les tensions; les États-Unis et l'Otan ne doivent pas entrer dans cette stratégie.» Bernie Sanders a critiqué Poutine pour ses menaces contre l'Ukraine et a appelé à des solutions diplomatiques, mais n'a pas voulu spéculer sur les options militaires.

«Stop War with Russia»

La question du soutien à l'Ukraine a ébranlé le Parti républicain, des commentateurs et des politiciens de droite influents s'opposant à l'aide militaire à l'Ukraine et certains soutenant même Vladimir Poutine. Donald Trump, qui admirait Poutine et soutenait tacitement la Russie sur diverses questions, s'oppose à l'implication des États-Unis, déclarant que l'Ukraine «est un problème européen». Ainsi, un effet secondaire de la controverse sur l'Ukraine a été

BELGIQUE Enseignement: nous ne pouvons plus faire «comme si...»

Le 10 février prochain une «sorte» de grève est annoncée dans l'enseignement en Belgique. Une «sorte» parce que, nous, les enseignantEs avons appris la nouvelle par la presse. Depuis deux ans, la présence syndicale dans les écoles est très discrète. Elle se limite à quelques mesures de sécurité au travail mais les assemblées générales se font rares et pourtant, la situation est loin d'être «normale», ou même acceptable.

Depuis deux ans, l'école et les principaux et principales acteurEs qui la portent, les enseignantEs, ont reçu un double discours, des mesures incohérentes et des injonctions paradoxales. On est passé de «Il n'y a pas de transmission dans les écoles» à «les écoles sont le principal cluster de la pandémie et les enfants doivent porter le masque à partir de six ans». Les enseignantEs? Des «héros au quotidien» aux «paresseux qui veulent des vacances pendant que les enfants sombrent»; et l'école, d'endroit «d'éducation, d'épanouissement et de socialisation» à un parking pour les enfants dans le but de libérer les travailleurEs pour que la production et l'économie ne s'arrêtent pas.

Les enseignantEs n'ont jamais arrêté de travailler

Il faut souligner le fait que pendant la pandémie, les enseignantEs n'ont jamais arrêté de travailler. Le ministère nous a demandé du jour au lendemain, à chaque moment

difficile de la crise, de: travailler à distance, travailler en hybride, travailler 50% du temps en classe et 50% à la maison, travailler avec des demi-groupes, travailler avec 20% des groupes, travailler avec masque, travailler en gardant les distances, garder les classes et les écoles ouvertes lorsque notre classe est à moitié en quarantaine, lorsque la moitié de nos collègues sont absentEs...

Et pourtant, pendant ces deux années, à aucun moment, nous n'étions considéréEs comme prioritaires, ni pour la vaccination ni pour l'éloignement de collègues ayant des conditions médicales dangereuses. Aujourd'hui encore, les écoles ne font pas partie du fameux baromètre. Nous faisons toujours comme si...

À l'instar des travailleurEs dans les hôpitaux, ce glissement de considérations héroïques au départ à du dénigrement systématique s'est fait à petits coups de déclarations politiques à chaque fois que les enseignantEs commencent à se

plaindre, à montrer leur ras-le-bol ou à mettre en doute les mesures jugées inadéquates ou insuffisantes. Les enseignantEs en ont aussi marre du manque de transparence des décisions, du manque de concertation et de consultation des principaux acteurs et actrices de terrain, des décisions qui viennent à coup de circulaires tout en balayant les dernières miettes de démocratie dans les écoles.

Des réformes, toujours des réformes

Il est faux de penser que cette inactivité à l'égard des enseignantEs est due à une incapacité des gouvernements à agir faute de moyens ou parce qu'ils ont été surpris par la pandémie. Pendant ces deux années, deux réformes très importantes ont été votées et appliquées, trois si nous comptons le changement des rythmes scolaires. La première, le Pacte pour un enseignement d'excellence, est déjà appliquée dans les écoles. La deuxième, appelée «Réforme de la formation des

de provoquer un clivage, au moins sur cette question, au sein du Parti républicain qui, jusqu'à présent, était uni derrière Trump, l'extrême gauche étatsunienne s'oppose depuis longtemps à la guerre et au militarisme. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA), par exemple, appellent à l'abolition de l'Otan. La plus grande organisation antiguerre des États-Unis, «Act Now to Stop War and End Racism» (ANSWER), a appelé à des manifestations le 21 janvier avec le slogan «Stop War with Russia». ANSWER, cependant, est une organisation campiste dont certains membres soutiennent en fait la Russie. En raison de l'omniprésence du Covid Omicron, du froid qui sévit dans une grande partie du pays et de la faiblesse du mouvement antiguerre, la participation a été faible et il n'y a pas eu de couverture médiatique. Les menaces de la Russie envers l'Ukraine ont modifié le paysage politique en matière de politique étrangère. Une partie de l'extrême droite et une grande partie de la gauche campiste affichent désormais une sympathie pour la Russie. Démocrates et républicains néolibéraux ainsi que, pour des raisons très différentes, la gauche internationaliste, soutiennent l'Ukraine face à la Russie. Le gouvernement étatsunien veut manifester sa force et étendre son influence, tandis que nous, la gauche internationaliste, nous opposons à la Russie, à l'Otan et aux États-Unis et soutenons l'autodétermination de l'Ukraine.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

enseignantEs» (RFIE), sera appliquée à partir de la rentrée 2023.

Cette RFIE, qui introduit un allongement de la formation des enseignantEs de trois à quatre ans, a finalement été votée sans être budgétée et sans une revalorisation barémique du métier. Alors que nous savons qu'il y a une énorme pénurie d'enseignantEs, en partie à cause des conditions décrites ci-dessus (et qui étaient déjà là avant la pandémie) et que ces conditions ont fait fondre l'attractivité du métier auprès des jeunes, nous nous demandons qui voudra faire un an supplémentaire d'études avec le même salaire dans un métier méprisé par les politiques néolibérales et la société?

Le paysage que nous décrivons ici n'a rien de réjouissant. Mais nous ne baissons les bras! Nous ne voulons pas être traitéEs comme des héros et des héroïnes, mais nous ne sommes pas démunies non plus.

Avec la Gauche anticapitaliste, nous défendons la nécessité pour les enseignantEs de s'organiser dans des assemblées générales, ouvertes à touTEs les affiliéEs et décisionnelles, en autonomie totale vis-à-vis du pouvoir organisateur et des prétendus «amis politiques» des directions syndicales.

Deux ans après le début de cette pandémie, nous ne pouvons plus faire comme si tout était normal! Deux ans après, nous revendiquons des mesures fortes à la hauteur de nos besoins et des besoins de nos élèves!

Le groupe d'enseignantEs de la Gauche anticapitaliste

COUP D'ÉTAT AU BURKINA FASO **Sans regret pour Kaboré, sans illusion sur l'armée**

C'est à la Radio Télévision du Burkina (RTB) que les militaires des Forces de défense et de sécurité (FDS) ont annoncé leur prise du pouvoir le 24 janvier sous l'appellation de Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR). Ils ont déclaré le maintien des accords internationaux, la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale et la suspension de la Constitution.

L'ensemble des ministres arrêtés ont été libérés sans pour autant qu'ils aient la possibilité de quitter le territoire. Quant au président, Roch Marc Christian Kaboré, il est détenu dans une résidence à Ouagadougou 2000, le quartier chic de la capitale. Désormais, l'homme fort du Burkina est le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Quelques jours auparavant, il était le commandant de la 3^e région militaire couvrant la région de la capitale Ouagadougou. Il a été à plusieurs reprises sur le front contre les djihadistes.

Délitement de l'État

Pour son deuxième mandat, Kaboré s'était engagé à faire de la situation sécuritaire du pays sa priorité numéro un. La situation ne s'est pas améliorée pour autant, bien au contraire. Les changements de gouvernement n'ont eu comme effet que de s'aliéner le soutien des caciques de son parti, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP). Des pans entiers du pays sont désormais sous la coupe, plus ou moins lâche, des groupes djihadistes. Déjà en 2000, les experts considéraient que 50% du territoire n'étaient pas couverts par l'armée ou la gendarmerie¹. Après le choc du massacre du village de Solhan dans l'extrême nord



Le président déchu Roch Kaboré. WIKIMEDIA COMMONS

du pays où 160 personnes ont péri, les Burkinabé ont été révoltés par la situation des gendarmes à Inata. Abandonnés dans leur caserne, située dans une des régions les plus dangereuses, ces militaires n'avaient de choix pour se nourrir que de chasser les animaux aux alentours, avant qu'ils ne se fassent massacrer par les djihadistes. Cet épisode tragique a montré l'état dans lequel se trouvent les soldats des FDS, dû à l'incurie des responsables civils et militaires.

Inefficacité de l'armée...

Le pays, avant la révolution de 2014 qui a chassé Compaoré, était épargné par les attaques djihadistes. Les autorités de l'époque avaient tissé des liens avec les groupes islamistes en s'abstenant de toute action contre eux. La révolution a bouleversé ce modus vivendi

sans que l'armée y soit réellement prête. À part le conflit de la Bande d'Agacher avec le Mali en 1985, les soldats restaient dans leurs casernes et les généraux dans leurs bureaux climatisés. Ils en sortaient pour réaliser des coups d'État (sept depuis l'indépendance du pays en 1960). Seul le Régiment de sécurité présidentielle (RSP) était composé d'hommes formés avec du matériel adéquat. Quand Gilbert Diendéré, le commandant du RSP, a tenté un coup d'État en 2015, le régiment a été dissous et ses hommes ont été disséminés à travers les garnisons du pays.

Roch Kaboré, qui est issu du sérail du clan Compaoré – il été son Premier ministre et a géré la dévaluation du Franc CFA en 1994 – se méfiait des FDS et de leur penchant putschiste. Il n'a pas entrepris les efforts nécessaires pour rendre

plus efficaces les FDS. Il était tout aussi réticent à une implantation trop importante des troupes de Barkhane. Il s'est isolé de son parti, de l'armée, de la France et surtout des populations.

...et de Barkhane

S'il y a eu, à la confirmation du coup d'État, quelques centaines de personnes qui sont descendues dans la rue pour soutenir les militaires, on est loin de la liesse populaire. L'état d'esprit est plus proche du soulagement parmi la population d'un pays qui compte plus d'un million et demi de déplacés. Rappelons qu'une journée avant la prise du pouvoir par les militaires, des manifestations sévèrement réprimées avaient eu lieu contre la politique de Kaboré. Les organisations militantes de la société civile désapprouvent ce coup d'État et demandent à la junte des garanties sur les libertés démocratiques et une gouvernance qui rompt avec la corruption et la gabegie.² Les États-Unis et l'Union européenne ont condamné le coup de force. Silence du côté du Kremlin, mais le responsable en Centrafrique de la société de mercenaire russe Wagner s'est dit prêt à aider à la formation des soldats burkinabé, profitant de l'incapacité de Barkhane de contenir les assauts des groupes islamistes.

Paul Martial

1 – Antonin Tisseron, *Une boîte de Pandore: le Burkina Faso, les milices d'autodéfense et la loi sur les VDP dans la lutte contre le jihadisme*, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021.

2 – Lire la déclaration de huit organisations burkinabé sur <https://www.afriquesenlute.org/afrique-de-l-ouest/burkina-faso/article/coup-d-etat-au-burkina-faso>

ALLEMAGNE Le personnel hospitalier de Rhénanie-du-Nord-Westphalie est prêt à faire grève

Dans quelques semaines, cela fera deux ans que le premier confinement dû au covid a eu lieu. Les applaudissements de solidarité sur les balcons, l'intérêt sincère pour les conditions de travail des travailleurs et travailleuses de la santé ont largement disparu.

Pourtant, ce sont eux (certes pas seulement eux) qui portent le poids de la pandémie, et ce dans des conditions de travail indignes. Les salariéEs des hôpitaux de Rhénanie-du-Nord-Westphalie s'opposent désormais à cette situation en lançant la campagne « Notruf NRW » [« Signal de détresse NRW »] et en adressant un ultimatum au gouvernement du Land auquel il doit répondre dans les 100 jours. La revendication centrale est la dotation obligatoire en personnel dans tous les domaines. « Il ne s'agit pas exclusivement des soins. Le travail hospitalier est un travail d'équipe », explique Katharina Wesenick. Elle dirige, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, dans le syndicat Verdi, le département santé, affaires sociales, éducation et recherche. Elle est l'une des négociatrices dans la lutte contractuelle actuelle que les hôpitaux universitaires appartenant au Land mènent face au gouvernement du Land.

Ultimatum lancé aux employeurs

Alors que de nombreux médias allemands mènent un faux débat sur la question de savoir si une vaccination obligatoire pourrait amortir le manque de personnel dans le domaine des soins, on passe une fois de plus sous silence le fait que cette pénurie est depuis longtemps une réalité, en raison des privatisations, de l'industrialisation du système de santé, des forfaits par cas et des mesures d'économies – et que la tendance se poursuit. Katharina Wesenick déclare : « Nous ne sommes pas confrontés à une pénurie de personnel, mais à un départ accentué des professionnels provoqué par la politique sanitaire. La politique abandonne les travailleurs et travailleuses de la santé et les personnes qui ont besoin de soins. Même le coronavirus n'a pas pu changer cela. » Elle sait à quel point la solution serait facile : « Si le gouvernement du Land décidait de légiférer sur une dotation correcte en personnel, 200 000 soignants qui renoncent à s'engager actuellement à cause des conditions de travail pourraient revenir. » Le problème de la désertion de la profession commence déjà chez les personnes en formation : « Une sur quatre quitte la profession définitivement parce que les conditions ne sont pas acceptables. » Les travailleurs et travailleuses de la santé du mouvement hospitalier NRW prennent donc désormais les choses en main. La semaine dernière, 700 salariéEs ont décidé, lors de deux conférences de préparation de l'initiative, de lancer un ultimatum aux employeurs et à la politique du Land. Peu après, les employéEs des six hôpitaux universitaires de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à savoir Aix-la-Chapelle, Münster, Bonn, Cologne, Düsseldorf et Essen, ont annoncé publiquement cet ultimatum.

Clé de répartition obligatoire du personnel

Ils luttent désormais ensemble pour une clé de répartition obligatoire du personnel, comme celle qui a été obtenue récemment à Berlin dans les hôpitaux appartenant au Land : la Charité et Vivantes. À la fin de l'été 2021, les employéEs des grands hôpitaux communaux Charité et Vivantes ont fait grève pendant plusieurs semaines pour obtenir de meilleures conditions de travail. Tout comme leurs collègues de Berlin, les salariéEs des hôpitaux de Rhénanie-du-Nord-Westphalie sont déterminés à se battre. L'ultimatum en Rhénanie-du-Nord-Westphalie expire le 1^{er} mai 2022. Après cette date, les salariéEs seront également prêts à faire grève. Les collègues de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont déjà prouvé par le passé qu'ils pouvaient engager une telle action. Le mouvement hospitalier, désormais bien organisé dans toute l'Allemagne, est l'un des mouvements de grève les plus efficaces contre l'austérité et le néolibéralisme – et il reçoit régulièrement une reconnaissance internationale pour cela.

Nina Scholz, traduction À l'Encontre

ITALIE On ne peut pas mourir de l'école!

« Stage d'alternance école-travail » ces quatre mots (mais il y en a d'autres, dans le plus pur style bureaucratique/néolibéral, comme « Parcours pour les compétences transversales et l'orientation ») permettent de comprendre ce qui s'est passé ces derniers jours.

La « bonne école » ?

Il s'agit d'une pratique scolaire rendue obligatoire – surtout dans les Instituts techniques et dans les écoles professionnelles – par le sinistre gouvernement Renzi, il y a quelques années, au sein de cette vaste réforme du système de l'instruction publique connue sous le nom de la « bonne école » (encore une utilisation perverse des mots). En réalité, la « bonne école » a été l'ouverture à la privatisation quasi totale de tous les types d'enseignement et de tous les niveaux de l'école publique, dont l'un des symboles a été la mise en place de l'alternance école-travail. En fait, alors qu'elle était présentée comme un outil pour fournir aux jeunes une formation « réelle » sur les lieux de travail, elle s'est immédiatement révélée être un cadeau fait aux entreprises, une main-d'œuvre gratuite et parfaitement exploitable sans aucune

Il s'appelaient Lorenzo Parelli, il avait 18 ans et il fréquentait un Institut technique d'Udine. Il est mort le 21 janvier, écrasé par une poutre d'acier dans l'usine de métallurgie mécanique où il travaillait pendant un « stage d'alternance école-travail ». Une importante mobilisation s'en est suivie.

contrepartie ni réglementation. Il s'agit de la nouvelle frontière du marché du travail en Italie : stages de jeunes non-payés, aux frais de l'administration publique et totalement avantageux pour les entreprises. Les garçons et les filles qui y participent courent d'énormes risques, comme l'homicide de Lorenzo l'a démontré.

Un homicide

Parce qu'il s'agit bien d'un homicide, et ce n'est pas un effet de style. En Italie, en 2021, on a enregistré au moins 1401 morts au travail, la plupart d'entre eux dans des usines et sur des chantiers. Ce sont les chiffres d'un bulletin de guerre, et il s'agit bien d'une guerre contre les travailleurs pour économiser jusqu'au centime près sur les mesures de prévention contre les accidents et sur les contrôles, pour augmenter les cadences, pour aggraver les conditions de vie et de travail, pour payer trois fois rien un travail toujours plus stressant, précaire et dangereux. Mais, depuis le 21 janvier, on ne meurt plus seulement du travail. On meurt aussi de l'école. C'est ce qu'ont bien compris les étudiantes et les étudiants de

l'enseignement secondaire de tout le pays, qui sont descendus dans la rue à plusieurs reprises dès le lendemain de la mort de Lorenzo. Après les premières manifestations à Rome (durement réprimées par la police), la protestation s'est étendue à toute l'Italie. Le 28 janvier, une semaine après ce qui s'est passé à Udine, des milliers et des milliers de jeunes se sont mobilisés dans presque toutes les villes. Ce réveil des consciences, qui coïncide avec une colère et une indignation évidentes, n'accepte pas de demi-mesures : c'est l'abrogation de l'alternance école/travail qui est demandée et non sa réforme, comme le proposent ceux qui, comme à leur habitude, veulent éteindre l'incendie. On ne peut mourir ni de l'école ni de la précarité.

« ÉtudiantEs et travailleurEs unis dans la lutte »

Certaines limites ayant été atteintes, une radicalité et un engagement résolus refont surface et font entendre leur voix, voix que nous avons perdu l'habitude d'entendre et de voir et qui perturbe le train-train de la gestion des classes

dominantes : le côté byzantin des élections du président de la République en est un exemple grotesque. On ne peut pas comprendre autrement la riposte répressive disproportionnée qu'ont subie les manifestations du 28 janvier : à Turin, Milan, Naples, Rome, la police a attaqué brutalement les manifestations étudiantes, même en l'absence de comportement particulièrement hostile de la part des jeunes. Les organisations syndicales de base ont été les seules du secteur à adhérer à la protestation du 28 janvier. Est-ce que c'est la reprise d'un mouvement étudiant ? Il est tout à fait prématuré de le penser, même si probablement les secteurs de la jeunesse qui sont descendus dans la rue sont les mêmes que ceux qui ont animé ces temps derniers les mobilisations pour le climat ou les mobilisations antiracistes. C'est assurément un signal positif. « ÉtudiantEs et travailleurEs unis dans la lutte » scandait-on dans la manifestation de Turin : voilà plusieurs années que, sur cette place, ce slogan n'avait pas résonné... Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou

À BAS L'ÉCOLE DES PATRONS!

Les réformes de Blanquer ont renforcé le tri social auquel se livre le système scolaire.

Il y a eu d'abord Parcoursup : que n'importe quel bachelier ait le droit de se poser sur les bancs de la fac, c'était déjà trop. Certes, toutes les jeunes n'avaient déjà pas un égal accès à ce droit (seul 12% des élèves de licence avaient des parents ouvriers), mais il fallait malgré tout en finir. Alors l'accès à l'université est devenu restreint, et à en croire Macron, il sera peut-être même bientôt payant. Mi-juillet 2021, quasiment 100 000 jeunes inscrits sur la plateforme Parcoursup s'étaient vu refuser tous leurs vœux. Ils et elles sont parfois orientés vers les filières où il reste de la place sans que cela ne corresponde à leur volonté, mais permettant au gouvernement de dire que tout le monde a eu un petit quelque chose. Et pour celles et ceux qui refusent, il n'y a pas d'autre choix que de commencer à travailler.

L'université au service des patrons?

Mais l'enjeu du couperet Parcoursup n'est pas seulement de fermer un peu plus les portes de la fac. Il s'agit aussi de perfectionner la tuyauterie complexe de l'enseignement supérieur dans laquelle chaque jeune se doit de passer pour se préparer à son futur travail. Les dernières déclarations de Macron vont d'ailleurs dans ce sens : « *L'orientation doit évoluer pour mieux correspondre aux besoins de la nation* ». Cette nation dont il parle, elle est composée des membres des conseils d'administration des grandes entreprises du pays et le premier

de leurs besoins est celui d'avoir une main-d'œuvre bien formée et directement exploitable. Sur ce terrain, Péresse donne le change à Macron. Elle veut que les formations proposées dans l'enseignement supérieur soient calibrées selon le taux d'insertion professionnelle promis par chacune d'elle. Autrement dit, ciao les formations dont les patrons n'ont pas besoin. Ces deux-là se font les oracles du Medef dont les propositions pour la campagne présidentielle reprennent les mêmes formules.

Au lycée aussi

La réforme du lycée général s'est posée comme la conséquence de Parcoursup. Si, après le bac, on se prépare à trouver un travail, alors avant le bac, on se construit un CV. À 15 ans, il faut déjà se spécialiser sur trois puis deux options qui vont suivre chaque jeune jusqu'à la fin de ses études, lui ouvrant certaines portes, mais surtout lui en fermant d'autres. Mais la petite comptabilité du ministère de l'Éducation est aussi rentrée en ligne de compte : avec la réforme, il s'agissait aussi de gérer la pénurie de moyens. En 2020, soit trois ans après, le nombre global d'heures de maths dispensées au lycée général avait déjà baissé d'environ 20%. Les patrons grognent : sans mathématiques, sans enseignements scientifiques ou technologiques, comment vont être formés les ingénieurs dont ils ont besoin ? Ils ne râlent pas autant pour les heures de français, de philo, d'histoire-géographie ou de sciences sociales (dont les

heures sont en chute libre face à la plus managériale « économie et gestion ») : prendre du recul sur cette société, ça ne compte pas ? Quant aux sciences « dures », elles ne servent pas seulement à concevoir la dernière version d'un produit rentable ou à perfectionner le fonctionnement d'une chaîne de production...

Des moyens et des postes!

En fait, il faudrait embaucher massivement dans l'éducation, des enseignants mais pas que, également toutes celles et tous ceux qui font tourner les établissements, avec un salaire bien plus important que l'actuel. Et si on manque de salles, il faut réquisitionner les locaux nécessaires, ou les construire!

Plus de moyens pour l'éducation amélioreraient les conditions d'études, mais ne changeraient pas le fait que dans cette société, l'école est avant tout une arme de sélection massive. La volonté du Medef est claire : en haut, la filière VIP, lycée général puis au choix, classes prépas puis grandes écoles, médecine ou droit. Les enfants de la bourgeoisie y marchent déjà dans les pas de leurs parents. Et en bas, la filière tout-public mais surtout public prolo, professionnalisante sans trop d'apprentissages généralistes, pour préparer le plus vite possible les futurs travailleurs à l'exploitation. Comment pourrait-il y avoir une troisième voie ? Pour mettre à bas l'école des patrons et repenser notre rapport à l'éducation, il faudra renverser les patrons eux-mêmes.

Deux ans de pandémie auront montré que, quelques gosses de riches mis à part, cette société capitaliste n'offre aucun avenir aux jeunes. Tri scolaire, contrats précaires, bas salaires, dépendance par rapport aux parents : voilà ce qui a été accentué pendant deux ans, voilà ce que signifie en 2022 passer à l'âge adulte. Tout ce qui devrait être de l'ordre de l'évidence (trouver un travail ou un logement) devient l'objet d'un parcours du combattant. Il ne faut pas chercher beaucoup plus loin le doublement des symptômes dépressifs parmi les jeunes durant la crise sanitaire.

Mais pas dit que la jeunesse se résigne ! Sous Macron, elle a tenu avec d'autres le haut du pavé. Contre les réformes de Blanquer, contre les violences policières, contre le sexisme, contre la destruction de l'environnement... Et comment oublier qu'en novembre 2018, le gouvernement avait des sueurs froides à l'idée que les lycéens d'origine populaire rejoignent la colère explosive des Gilets jaunes ? Voilà ce que cette jeunesse populaire pourrait faire entendre dans la campagne et ce qu'elle pourrait imposer, par ses luttes. C'est en tout cas ce que défendront les militantEs du NPA Jeunes.

LA SOCIÉTÉ N'OFFRE AUCUN AVENIR AUX JEUNES



FILIÈRE PRO, OPTION EXPLOITATION

Les enfants des travailleurEs se retrouvent en général dirigés vers les filières professionnelles, quand ils et elles ne sont tout simplement pas rejetés hors du système scolaire sans diplôme.

Après le collège, direction le CAP ou le bac pro. Les enfants d'ouvrierEs y sont quatre fois plus nombreux que les enfants de cadres. Après le lycée, ils rejoignent massivement les IUT ou les BTS que choisit un bachelier d'origine défavorisée sur deux contre un bachelier d'origine très favorisée sur trois.

Pas question d'apprendre à réfléchir

Ces filières se concentrent essentiellement sur les savoirs pratiques directement utiles pour travailler. En 2018, une réforme de l'enseignement professionnel supprimait nombre d'heures d'enseignements généraux dispensés dans les lycées pros (français, histoire-géographie, sciences, etc.) et lançait en même temps la « co-intervention », c'est-à-dire des cours animés par unE prof d'enseignement général et unE prof d'une matière pro avec l'objectif d'orienter le cours du premier en fonction des besoins de la formation pro. Apprendre les maths, oui, mais seulement pour que les bacs pros restauration apprennent à faire un plan de salle à l'échelle. Apprendre le français, oui, mais seulement pour que les CAP esthétique puissent vendre des séances d'UV à leurs clientEs. Vous croyez qu'on invente ? On a trouvé ces exemples sur le site du ministère ! Là encore, plus question d'apprendre à réfléchir sur le monde ou à exprimer



son avis. Encore que, le manque de moyens retarde la mise en place de la co-intervention. Mais des moyens, il en faudrait pour augmenter le nombre d'heures consacrées aux savoirs généraux dans les filières pros!

Recrutement à bas coût

Cette obsession patronale de la professionnalisation se retrouve dans l'engouement pour l'apprentissage aux dépens de la voie scolaire (lycées pros). Dans les faits, le nombre d'apprentiEs a

stagné jusqu'en 2020, année où il a augmenté de moitié, surtout porté par le développement des formations en apprentissage dans l'enseignement supérieur (rien que pour les BTS, c'est 40% en plus). Pour les formations avant le bac en revanche, il y a une petite augmentation mais bien moins importante. Ce n'est pas faute d'efforts venant du gouvernement. Déjà la réforme de 2018 voulait mettre les maigres moyens des lycées pros au service du développement de

l'apprentissage. Et plus récemment, son plan « 1 jeune 1 solution » distribuait des subventions massives aux patrons qui prenaient des apprentiEs durant la crise sanitaire : 5 000 euros pour unE apprentiE mineurE, 8 000 euros pour unE majeurE ! C'est que l'apprentissage, paraît-il, augmente les chances de trouver un emploi après la formation. Mais si c'est le cas, c'est parce que l'apprentissage donne aux patrons la possibilité de présélectionner les travailleurEs qui leur conviennent le mieux... en ne payant quasiment rien ! L'apprentiE touche certes un salaire, mais d'une part il est inférieur au SMIC pour toutes celles et tous ceux qui ont moins de 25 ans et, d'autre part, les patrons d'apprenti touchent de volumineuses aides publiques, bien gonflées par la récente « aide Covid » du gouvernement. L'apprentissage n'est absolument pas une solution au chômage des jeunes, c'est une solution de recrutement à bas coût pour les patrons !

Du côté des candidatEs à la présidentielle

Pas étonnant, dans ce cas, que les patrons en raffolent. Le Medef veut augmenter le

nombre d'apprentiEs et pérenniser les aides mises en place au moment du Covid. À droite et à l'extrême droite, on abonde. Péresse et Zemmour veulent permettre l'apprentissage dès 14 ans : 15 ans, c'était encore trop vieux. Le Pen développe la même idée d'une autre façon : elle veut verser directement à l'entreprise qui forme unE jeune la moitié de ce que coûte cette formation dans le système universitaire (environ 6 000 euros pour unE lycéenE, 8 500 euros pour unE étudiantE). Hidalgo, de son côté, veut généraliser l'alternance dans le supérieur, à l'université notamment, c'est son clin d'œil à Macron. Quant à Mélenchon, en ex-ministre de l'Enseignement professionnel, il dit vouloir favoriser la voie scolaire contre l'apprentissage. Jouer une mouture de la formation professionnelle contre l'autre dans un système scolaire taillée de toute façon sur mesure pour les patrons, il fallait y penser. Qu'ils et elles soient en lycée pro ou en apprentissage, en BTS, en IUT ou en licence pro, toutes les jeunes qui travaillent dans le cadre de leur formation doivent, comme toutes les autres travailleurEs, être payés au minimum 1 800 euros pour un temps plein!

LE CALVAIRE D'UN BOSS

Plus susceptible de se retrouver au chômage et moins bien payé que les gosses de riches, la jeunesse ouvrière a fait les frais du covid. En temps normal, déjà, le taux de chômage des moins de 30 ans ayant un CAP ou un BEP est deux fois supérieur à ceux qui ont une licence ou plus. Et si les élèves des IUT et des BTS trouvent plus facilement un travail, c'est pour toucher un salaire plus faible de 500 euros que ceux qui ont fait des études longues pendant les quatre années qui suivent leur formation.

Des contrats précaires à la pelle

Et puis même quand la jeunesse ouvrière a un travail, celui-ci n'est pas forcément stable. La moitié des jeunes en emploi ont un contrat temporaire, type CDD ou intérim. La crise covid les a frappés durement : unE jeune sur dix qui avait un emploi avant le premier confinement l'a perdu pendant, unE jeune sur deux s'est retrouvé au chômage partiel, avec la perte de salaire

É CAPITALISTE UCUN AVENIR ES!



FAIRE POUR TROUVER ULOT SOUS COVID



Quand on les subventionne, ils se montrent plus coulants mais leur penchant naturel, c'est quand même d'embaucher des jeunes en contrats précaires, cela permet de gérer en fonction de leur appétit et des opportunités de profit le volant de main-d'œuvre fraîchement sortie du système scolaire. Le Medef a d'ailleurs annoncé vouloir supprimer le système de bonus-malus qui pénalise (un peu) les entreprises ayant massivement recours à ce type de contrats.

Il y a donc quelque chose de vain quand les candidats de gauche promettent aux jeunes des emplois stables financés par de l'argent public. Ainsi, Jadot qui veut 30 000 emplois aidés pris en charge à 80 % par l'État. Ainsi, Roussel qui veut conditionner les aides publiques versées aux entreprises à l'embauche de jeunes en CDI. C'est par la lutte qu'il faudra imposer aux patrons l'embauche de tous les jeunes, en fait de tous ceux qui cherchent un emploi, par la répartition du travail entre toutes et tous !

qui va souvent avec. Et c'était la même galère pour celles et ceux qui sortaient tout juste des études et qui ont dû faire face aux suppressions des emplois auxquels ils et elles pouvaient prétendre : en 2020, les embauches de personnes de moins de 26 ans en CDI ou en CDD « long » (de plus de trois mois) ont reculé de presque 15 % par rapport à 2019. Le gouvernement a réagi en sortant le carnet de chèques pour les patrons. Chaque embauche d'unE jeune en CDI ou en CDD « long » leur permettait de toucher jusqu'à 4 000 euros. Les embauches avec ces contrats ont augmenté, mais la part des jeunes en emploi, elle, n'a pas bougé. En fait, les patrons ont fait signer à leurs jeunes salariés des contrats plus longs.

LA GALÈRE DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION

Gagner mal sa vie ne permet pas de prendre son envol par rapport à ses parents. En fait, c'est tout l'inverse qui se passe : les bas salaires et le risque de chômage maintiennent les jeunes travailleurEs dans une situation de dépendance vis-à-vis de leur famille, sans que celle-ci n'ait davantage les moyens de les aider et alors que la recherche rapide d'un emploi promettait de sortir de l'ornière.

Deux jeunes en emploi sur cinq sont aidés par leurs parents, cela veut dire que les trois autres ne le sont pas, qu'un jeune qui travaille desserre le budget de la famille. Mais quand le ou la jeune tombe au chômage, l'étau se resserre à nouveau, et si les parents sont sollicités, c'est sans pouvoir répondre à la demande pour autant. Alors le peu d'autonomie qu'avait pu prendre le ou la jeune est remis en question, il ou elle doit bien souvent revenir chez ses parents. En partie contre cela, Jadot propose de mettre en place un revenu minimum garanti à 1 100 euros pour toutes les majeurEs sans emploi. C'est beaucoup ? Mais c'est le seuil de pauvreté ! Hidalgo, de son côté, veut mettre en place un minimum jeunesse. Mais le minimum pour vivre, ce que tout le monde doit avoir, c'est 1 800 euros !

On ne peut pas manger à sa faim

La dépendance à la situation matérielle de sa famille se fait sentir plus vivement chez celles et ceux qui continuent les études après le bac. UnE enfant d'ouvrier qui fait des études touche en moyenne 200 euros mensuellement de ses parents, deux fois moins qu'unE enfant de cadre. Alors il faut trouver des ressources ailleurs, ou ruser. CertainEs se mettent à travailler, mais c'est le risque d'échec

LES JEUNES INQUIETS POUR LEUR AVENIR



scolaire qui augmente alors. Le bricolage prévaut. S'il n'est pas possible de prendre un logement près du lieu de formation, il faudra passer des heures dans les transports ou tout simplement renoncer à la formation en question. Et si finalement on prend un logement étudiant, alors ce sera en rognant sur d'autres dépenses, d'alimentation ou de santé. Ce sont toutes ces contraintes qui pèsent déjà en temps normal qui se sont manifestées

pendant l'épidémie. Deux étudiantEs qui travaillent sur trois ont dû travailler moins, ou plus du tout, ou dans une autre activité. Appauvris, certainEs se sont tournés vers les banques alimentaires et les repas à 1 euro distribués dans les restaurants universitaires, maintenus jusqu'à maintenant pour les étudiantEs boursierEs, sont comme une forme d'aveu : étudiantEs et précaires, on ne peut pas manger à sa faim. Conséquence de cela,

les fragilités psychologiques des étudiantEs se sont aggravées pendant la pandémie, un tiers d'entre elles et eux disant avoir été souvent ou en permanence épuisé, triste ou abattu. On se souvient des extrémités tragiques qu'ont été les suicides d'étudiantEs isolés durant l'hiver 2021.

Un « revenu étudiant » ?

En l'état, les aides sociales versées aux jeunes sont majoritairement dirigées vers les étudiantEs, via les bourses et les APL. Elles sont d'ailleurs rarement suffisantes pour jouer un autre rôle que celui de complément par rapport aux ressources parentales. Faut-il en déduire, comme le font quasiment tous les candidats de gauche, qu'il faut mettre en place un « revenu étudiant » pour permettre aux jeunes de faire leurs propres choix ? Les montants de ce revenu en disent long : 800 euros chez Taubira, 850 euros chez Roussel, 1 063 euros chez Mélenchon... oui, oui, l'autonomie, elle se pratique selon eux en dessous du seuil de pauvreté ! On le répète : le minimum pour vivre, c'est 1 800 euros. Mais plutôt que de faire dépendre ce minimum de la charité publique, il faut combattre la dépendance familiale à la source : en commençant par augmenter le salaire des parents. Pas un salaire en dessous de 1 800 euros, ça vaut aussi pour eux !

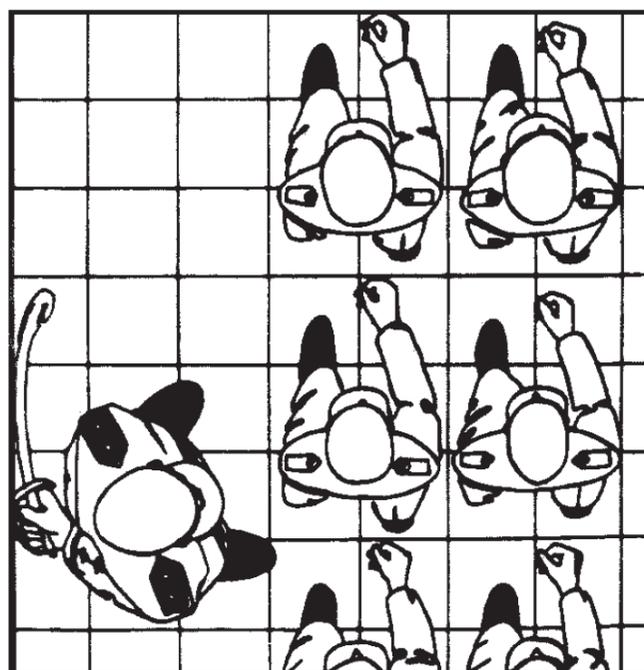
NON À L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE!

Pour les élèves scolarisés, ces heures doivent avoir lieu sur leur temps libre et les vacances scolaires. Si pour l'instant il est réalisé sur la base du volontariat, le gouvernement ne cache pas vouloir le rendre obligatoire à l'horizon 2023. Les objectifs du gouvernement sont clairs : « faire vivre les valeurs républicaines ; renforcer la cohésion nationale ; développer une culture de l'engagement ; accompagner l'insertion sociale et professionnelle. »

« Défense, sécurité et résilience nationale »

Cette nouvelle mouture du service militaire cache derrière une rhétorique d'engagement civique, un esprit d'embrigadement. En témoigne par exemple l'interdiction d'utiliser les téléphones portables pendant le séjour de cohésion, l'obligation de porter un uniforme, de respecter la discipline mais surtout, de faire tout ça sous l'égide du drapeau tricolore et pour « l'intérêt de la nation ». Le plus éloquent restent les débuts de journée musicaux au son de *la Marseillaise*. On retrouve parmi les thématiques, plusieurs modules « défense, sécurité et résilience nationale » ou encore « sensibilisation aux valeurs et au modèle républicain ». On appréciera tout particulièrement la tenue de « temps de

Le service national universel a été mis en place en 2019. Il consiste à regrouper 50 000 jeunes lors de « séjour de cohésion » puis à les envoyer effectuer des « missions d'intérêt général » de minimum 84 heures dans l'année, le tout dans le but de « rendre service à la nation ».



démocratie » en soirée pour revenir sur les temps forts de la journée de l'actualité, bel exemple de scoutisme républicain. Travailler pour la nation, c'est encore mieux quand c'est gratuit !

En effet, ces 84 heures de mission d'intérêt général ne sont pas rémunérées et ne sont pas de refus pour de nombreuses structures... ainsi on retrouve des missions d'intérêt général

dans des Ehpad, des établissements médico-sociaux, ou encore des établissements de santé pour « guider les patients, leur tenir compagnie, soutenir les services logistiques ». Les plus aguerris pourront valider une troisième phase facultative dites « d'engagement », sous forme de service civique ou mieux encore, d'engagement dans la réserve des armées !

Mais le gouvernement n'a pas le monopole du service nationalo-républicain, les candidatEs de tout bord lui donnent le change. À gauche, Mélenchon prône un « service citoyen obligatoire » dont les contours sont très flous mais n'excluant ni une « formation militaire initiale » ni un « engagement dans des structures associatives ». À l'extrême droite, Marine Le Pen ne s'est pas encore dévoilée, mais en 2017, elle proposait un « service à la nation » obligatoire d'une durée de trois mois dans le but de « développer le patriotisme au sein de la jeunesse ». Tout un programme... La jeunesse qui marche au pas ça ne fait pas rêver, on la préfère le poing levé !

AUTOMOBILE

Salaires: 16 ouvriers de ISS font plier PSA et leur patron!

Lundi 24 janvier, les 16 nettoyeurs de cabine du sous-traitant ISS au bâtiment Peinture à PSA Poissy (Yvelines) ont pu fêter une belle victoire.

Après trois jours et demi de grève à 100% de grévistes, ils ont gagné une augmentation générale de 100 euros (sur les 150 réclamés), un 13^e mois pour tous, une prime de transports, une prime panier, les droits de prestation de la mutuelle (qui leur prélevait les cotisations en prétendant après ne pas les connaître) ainsi que le remboursement des cotisations volées, la direction s'engage encore à respecter la loi quant à l'attribution des congés et « à ne pas faire de représailles sur les salariés grévistes ».

«Des salaires bloqués on en a assez!»

Vendredi 14 janvier, l'annonce par le directeur de l'agence ISS que, sous prétexte d'une prétendue perte d'argent de l'entreprise en 2021, le 13^e mois (que certains touchaient) serait menacé, a fait déborder le vase. À 17 h 30, les ouvriers (avec leur chef!) ont voté la grève et défilé dans le bâtiment Peinture à la rencontre des ouvriers PSA et sous leurs encouragements, en équipes d'après-midi et de nuit.

Lundi 17, loin de rester dans leur bâtiment où aurait bien voulu les enfermer la direction de PSA, ils ont défilé plus d'une heure au Montage de la troisième équipe en criant « Des salaires bloqués on en a assez! » et en brandissant des pancartes pour qu'un maximum d'ouvriers PSA les voient. Les 16 ouvriers se sont constitués en comité des grévistes d'ISS auquel ils ont tous participé, soutenus par la CGT PSA Poissy. Le même jour, soucieuse de briser la grève, la direction de PSA a voulu faire venir des ouvriers ISS de PSA Sochaux pour les remplacer. Ces derniers ont refusé et riposté par quatre heures de débrayage. Dans un tract, la CGT ISS de PSA Sochaux explique: « Nous, salariés ISS du site de Sochaux, qui sommes confrontés aux mêmes problèmes de salaires et qui faisons le même travail, avons décidé d'embrayer et de nous mettre en grève car nous avons conscience que c'est tous ensemble que nous sommes plus forts ». Il a même été question à Sochaux d'aller rencontrer les salariés ISS de PSA Mulhouse.

La menace de contagion aux ouvriers, aussi bien d'ISS que de PSA, a fait céder les directions mardi 18 au soir. Après avoir fait intervenir des huissiers (certains payés parfois près de 300 euros de l'heure) et des délégués syndicaux du nettoyage pour casser la grève, elles ont accepté de négocier et de satisfaire la plupart des revendications.

Malgré les menaces de fermetures de sites, de restructurations et suppressions d'emplois massives dans l'automobile, les luttes pour l'augmentation des salaires ou le paiement des primes se multiplient ces dernières semaines, chez les constructeurs et sous-traitants: à Renault Trucks (groupe Volvo), Plastic Omnium ou encore Renault Douai... Alors que les constructeurs affichent des bénéfices indécents (6 milliards rien qu'au premier semestre 2021 pour PSA-Stellantis, 11 milliards pour Volkswagen; un retour à plusieurs centaines de millions pour Renault qui affichait pourtant un déficit de plusieurs milliards au premier semestre 2020), les ouvriers de l'automobile et sous-traitants pourraient arracher leur dû, par la grève, en se concertant et en se coordonnant.

Correspondants

En 2012, plus d'un salarié sur sept travaillait la nuit (15,4%), habituellement ou occasionnellement, soit un total de 3,5 millions de personnes selon une étude statistique du ministère du Travail. Le chiffre était de 2,4 millions en 1991. Ce nombre ne cesse d'évoluer et la hausse des vingt dernières années a concerné en particulier les femmes. La gestion du coronavirus concernant les emplois a accru ce phénomène. On recense en particulier le personnel de santé, les chauffeurs-livreurs, les personnels d'entretien et de nettoyage, les agents de sécurité, les pompiers, la police ou l'armée, les salariés du rail, de la culture et de l'hôtellerie-restauration, sans oublier les secteurs productifs industriels travaillant en continu, le plus souvent sans autre motif que la rentabilité. Mais de très nombreux métiers ou secteurs aux effectifs plus réduits sont concernés. S'il n'est pas évident de borner le travail de nuit en termes de début et de fin, il n'est pas non plus aisé d'en connaître l'évolution tant les données sont moindres que pour le travail de jour. Si le travail de nuit est en théorie réservé à des exceptions de continuité de services publics comme la santé, le secteur privé a réussi à faire plier de nombreuses « exceptions » en son sens et à l'étendre à la sphère marchande.

Entre problèmes de santé et dégradations des conditions de travail

De manière globale, il concerne de plus en plus de monde, en particulier sur des branches professionnelles récentes ou récemment transformées comme les branches ubérisées. La « flexibilisation » du travail, la casse du code et de l'inspection du travail et les sous-effectifs tendent à rendre d'autant plus précaires et usants les métiers en question. Enfin, ces données restent relativement partielles tant de nombreux postes sont « hors champ », non déclarés (baby-sitting, exploitation diverse des travailleurs sans papiers, etc.) ou à cheval sur la bascule jour/nuit au sens de la statistique. Il en reste que le travail de nuit est avant tout un problème sanitaire

TRAVAIL DE NUIT Un problème social et environnemental à mettre au cœur de nos luttes

Le travail de nuit est non seulement un fléau social, comme nous avons souvent eu l'occasion de le dénoncer dans nos colonnes, mais aussi sanitaire et environnemental.



DR

majeur car il impacte fortement le rythme circadien (l'horloge interne du corps humain, jour/nuit et éveil/sommeil). Les conséquences sont multiples: troubles du sommeil, baisse globale de vigilance, pathologies gastro-intestinales et cardiovasculaires ou survenue d'accidents. Mais aussi l'accroissement de la probabilité de développer certains cancers et le diabète de type 2 et réduit drastiquement l'espérance de vie.

Le travail de nuit, un palliatif du capitalisme à la crise écologique et sociale

Face à la hausse des températures, les limites maximales des paramètres biophysiques des corps sont en passe d'être atteintes lors des fortes chaleurs et le sont même par endroits. Rendant impossible le travail en extérieur notamment pour les métiers physiques comme dans la construction, le ramassage des déchets ou encore l'agriculture.

Pour pallier cela, le patronat mise de plus en plus en France et dans le monde sur le décalage du travail de jour vers la nuit. Ce qui est une impasse et un paradoxe car, au-delà de l'envahissement du temps social généralement libre des personnes, cela vient fortement perturber le cycle circadien. Cette bascule du jour vers la nuit par le patronat, peu scrupuleux et cherchant avant tout à étendre la durée de travail au maximum, ne concerne cependant que les activités les plus pénibles face aux chaleurs extrêmes et est avant tout un moyen de pallier la baisse de productivité causée par les canicules et les limites techniques qu'elles imposent. C'est la double peine pour les travailleurs, utilisés comme variable d'ajustement pour alimenter la machine à profits au détriment de leur santé, de leur vie, plutôt que de sortir du système de production capitaliste. Système qui est pourtant responsable de la catastrophe écologique (ou écosociale comme la qualifie Daniel Tanuro).

Le travail de nuit provoque d'autres atteintes à l'environnement. On pense tout d'abord aux pollutions sonores et lumineuses la nuit, qui nuisent en profondeur aux organismes vivants, notamment

la faune nocturne à l'heure où le vivant connaît sur Terre sa sixième plus grande extinction. Le problème de fond étant que le travail de nuit est avant tout une incitation à la croissance illimitée dans le temps et dans l'espace d'une production de masse qui s'éloigne de plus en plus de la réponse aux besoins fondamentaux. Le travail de nuit s'appuie sur le déploiement et l'utilisation accélérée ces dernières années du numérique 24/24 h. Avec la quantité de matériaux et d'électricité nécessaires à ce fonctionnement, qui ont tous une empreinte environnementale forte.

Retracer le chemin d'une lutte des classes du jour et de la nuit

Il y a donc urgence à réinterroger le travail de nuit par et pour les travailleurs et le limiter aux stricts besoins fondamentaux, débarrassés de la pression marchande. La campagne Poutou du NPA, qui porte une approche sociale et écologique de rupture avec le capitalisme, peut être un appui important, mais qui reste à renforcer et à développer dans les luttes, dans les syndicats. Ces combats sont de pleine actualité et sont devant nous!

Commission nationale écologie

SCANDALE DES EHPAD Pour un service public du grand âge, financé par la Sécurité sociale

Les conditions catastrophiques de vie en EHPAD font de nouveau la une de l'actualité avec la sortie du livre « les Fossoyeurs » de V. Castanet qui relate une enquête de trois ans sur les EHPAD lucratifs du groupe Orpéa, coté en bourse.

Ces groupes sont financés par de l'argent public, ce qui ne les empêche nullement de réduire leur nombre de personnel formé, de diminuer la quantité et qualité des repas fournis, de rationner le nombre de protections pour les résidents et gants, masques mis à disposition des soignants. La priorité de ces groupes n'est pas le bien-être des

résidents mais d'augmenter leur profits afin de rétribuer leurs actionnaires.

Une situation pas nouvelle

Malheureusement, cette situation n'est pas nouvelle et connue de tous. Déjà, en 2007, lors de la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot, nous dénoncions ce marché de « l'or gris » avec une affiche

l'Anticapitaliste

N°132 | JANVIER 2022 | 4,5 € la revue mensuelle du NPA
(supplément à Politique-Hebdo et à Libération) le 29 juin 1973 50 centimes.

LA LIGUE COMMUNISTE DISSOUE

Abolition du décret d'interdiction !
Libération immédiate de Pierre Rousset
Levée de toute inculpation !

1001 FAÇONS DE COMBATTRE LE FASCISME

Archives, textes compilés et interviews : RaDAR

l'Anticapitaliste la revue

Le n°132 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

FORMATION DES INFIRMIÈRES **Un jeu trop sérieux**

Initié en 2007, lancé depuis la rentrée 2018 et fruit d'une collaboration entre l'Agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie et le Serious Game Recherche Lab, CLONE (pour CLinical Organizer Nurse Education) est un jeu de gestion à l'attention des étudiantes infirmières, destiné à leur apprendre à organiser les soins dans un service hospitalier.

Encore réservé aux Instituts de formation en soins infirmiers d'Occitanie, le « serious game » CLONE pourrait ensuite se développer dans tous les IFSI de France et même s'exporter à l'international. Le projet est né d'un constat sur le terrain : les jeunes infirmières rencontreraient des difficultés lors de leur première prise de poste. Pour l'équipe de développement de CLONE : « Les infirmiers sont en effet souvent isolés pour gérer beaucoup de patients avec une contrainte de temps permanente ; ils peuvent être vite débordés par le nombre de sollicitations s'ils manquent d'organisation ». Les mots sont posés : les infirmières ont une charge de travail trop importante pour trop peu de temps, mais pour l'ARS c'est un problème d'organisation. Selon l'ARS, si nous rencontrons des difficultés pour réaliser les soins dans les temps, si nous avons du mal à gérer des services entiers, si nous commettons des erreurs dans nos prises en charge, ce n'est pas à cause d'un manque de moyens ou de personnels. Ce n'est pas non plus dû à un mauvais encadrement



DR

en stage faute de référentes dans les services ou à une trop faible formation en doublure lors de nos prises de poste. C'est parce que nous sommes mal organisées.

Une erreur de traitement

Inévitablement, selon l'ARS, il faut donc nous apprendre à mieux nous organiser, pas en investissant sur nos terrains de stages, non. Mais en nous faisant jouer à un jeu de simulation. Une solution de facilité, reposant sur l'idée que

la simulation devrait permettre des mises en situations « réelles » pour les étudiantes. Il n'en est rien. Le jeu ne gère pas les urgences, le matériel cassé ou manquant, les prescriptions qui tardent à arriver, les appels des proches, le nettoyage... Dans le jeu, les prises de constantes des patientEs ne prennent que quelques secondes, il n'y a plus de contact humain, une toilette complète au lit ne dure que 12 minutes, avec soins de nursing et changement des draps. Les

plateaux repas sont magiquement distribués et nettoyés, les aides-soignantes obéissent simplement aux ordres de l'infirmière, il n'y a plus de collaboration. Dans ce monde merveilleux (selon l'ARS) il n'y a pas de raison que les jeunes infirmières n'y arrivent pas. Pas de raison d'être en retard ou d'éprouver des difficultés. Pas de raisons donc d'aller creuser en profondeur les causes du mal-être qui pousse plus d'un tiers des infirmières à changer de métier dans les cinq ans qui suivent l'obtention de leur diplôme, ce même mal-être qui a poussé 1 300 étudiantes-infirmières à arrêter leur formation l'année dernière.

Finalement, ce jeu porte bien son nom, il s'agit de faire de nous des clones exécutants nos soins sans poser de questions. Un jour, à force de fermer des lits, de fermer des postes et de retirer l'humain de l'équation nous ne soignerons plus personne. Une solution : se mobiliser et faire grève pour une vraie amélioration de nos conditions d'études et de travail, pour que les années à venir ne ressemblent pas à leur simulation.

Aurélié

Terra 2, c'est le projet d'un entrepôt logistique démesuré de 70 000 m² sur 12 ha de terres agricoles qui seront artificialisées. Un monstre de béton de 530 m de long sur 123 de large et 14 de haut, qui va entraîner des nuisances majeures pour les habitantEs (il serait question d'au moins 500 passages de camions par jour, de 5h à 22h, 6/7), sous les fenêtres des habitantEs de Saint-Sulpice-la-Pointe et de Buzet-sur-Tarn). Et qui représente une menace mortelle pour la centaine d'espèces protégées et leur habitat. Le tout contre la vague promesse de quelques emplois précaires, pénibles et de court terme.

Un projet inutile et dangereux

Les habitantEs mobilisés ont réaffirmé leur opposition résolue à ce grand projet inutile et imposé, climatique et écocide. Ils et elles ont exigé la suspension de ces travaux jusqu'au jugement du référé suspensif déposé concernant la

GRAND PROJETS INUTILES **Dans le Tarn, mobiliséEs contre le projet Terra 2**

Plus de 250 personnes se sont retrouvées dimanche 30 janvier sur la ZAC des Portes du Tarn à Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn), pour demander la suspension des travaux en cours sur la ZAC et manifester leur opposition au projet Terra 2.



NPA

destruction des espèces protégées sur le site. Ce recours a été déposé lundi par Saint-Sulpice active et citoyenne et FNE-Midi-Pyrénées ; il

doit être jugé le 15 février prochain ; le collectif Stop Terra 2 appelle à maintenir la pression sur les décideurs, en particulier sur les éluEs

de l'intercommunalité, des départements du Tarn et de la Haute-Garonne, de la région Occitanie. Comme à chaque rassemblement, les opposantEs au projet Terra 2 ont rappelé leurs propositions de commercialisation alternative de la ZAC (maraîchage pour les cantines scolaires, filière bois pour la construction et la rénovation thermique...). Une dizaine de militantEs du NPA venus de Toulouse et du département du Tarn étaient présents pour manifester leur soutien au collectif Stop Terra 2 et exiger l'abandon du projet.

Correspondants

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ **Le conseil régional lance la privatisation, les cheminotEs ripostent!**

Lors de la réunion du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 26 et 27 janvier 2022, la majorité avait prévu de mettre à l'ordre du jour un rapport sur la convention TER 2026. Cette dernière étant le contrat qui lie l'autorité organisatrice (la Région) et l'exploitant ferroviaire (la SNCF).

Ce rapport prévoit un appel d'offres qui mettra fin au monopole de la SNCF, c'est donc le début de la privatisation des lignes : avec un découpage de onze lots, c'est-à-dire l'entière des lignes de la région. La vente des billets serait déléguée à un opérateur de service. La question de l'entretien du matériel roulant reste pour le moment sans réponse. La gestion du rail resterait à la charge de SNCF Réseau. Nous pourrions donc avoir quatorze opérateurs différents pour assurer les TER d'une seule région. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Le privé coûte cher

Il est vrai que les conditions de transport se dégradent ces dernières années. Mais il devient de plus en plus évident que cette dégradation est sciemment orchestrée pour justifier la privatisation. Depuis plusieurs mois, le manque de rames et de personnel aboutit à de trop nombreuses suppressions de trains. Des lignes ferment temporairement pour l'entretien des voies, longtemps délaissées, mais qui retrouveront une nouvelle jeunesse juste avant l'arrivée du privé. Étrange hasard...

Contrairement à une idée reçue, le privé coûte cher ! En PACA par exemple, l'ouverture à la concurrence sur un seul lot va nécessiter 250 millions d'euros d'investissement (achat de rames, création d'un atelier alors qu'il en existe déjà), dont seulement quatre millions seront à la charge de Transdev (le nouvel opérateur), le reste étant assumé par la région. Pour les usagerEs, la concurrence c'est également une augmentation des tarifs. L'abonnement mensuel aux transports en commun à Londres pouvant aller jusqu'à 450 euros par exemple, alors que son équivalent parisien (le pass Navigo) coûte environ 75 euros.

Conditions dégradées

Le privé n'est pas plus efficace non plus. Thello qui faisait notamment le Paris-Venise (via Dijon) a déjà vu couler 4 des 5 lignes qu'elle exploite. La seule survivante ayant été lancée le 18 décembre 2021. Partout la privatisation est un échec : l'Angleterre a renationalisé son réseau, la Norvège met fin à la concurrence, la Belgique et la Suisse s'en préservent et en Allemagne les compagnies privées font faillite.

Les cheminotEs verront eux aussi leurs conditions de vie et de travail se dégrader, alors que leurs salaires sont gelés depuis des années. Le malaise est palpable dans la profession face à l'impossibilité d'assurer un service public de qualité, face au constat de la dégradation de l'outil de travail et des perpétuelles réorganisations qui ne font que désorganiser la production.

Jeudi 27 janvier 2022, pendant la journée de mobilisation interpro, les cheminotEs se sont rassemblés devant le conseil régional à Dijon à l'appel de l'intersyndicale (CGT, Unsa et SUD-Rail). Première étape d'une longue lutte qui s'annonce et qui devra également nécessiter l'intervention des usagerEs et de leurs soutiens.

Correspondant

au slogan évocateur : « Nos mamies valent plus que leurs profits ».

La colère grandissante des personnels ne supportant plus cette maltraitance institutionnelle qui met en danger la santé des ancienEs et la leur s'est traduite par d'importantes mobilisations en 2018, soutenues par les résidentEs, les familles, les proches et des directeurs d'Ehpad. Cette situation est connue de nos gouvernants depuis des années, et corroborée par plusieurs rapports. Mais rien n'est fait, et ce n'est pas la loi « Grand âge et autonomie », abandonnée en 2021, qui aura changé la donne, et très peu de moyens financiers sont accordés pour répondre aux besoins nécessaires.

Une dégradation continue

Les salariéEs qui ont eu le malheur de dénoncer publiquement la politique d'accueil et de soins déplorables et indignes ce sont vu sanctionner, jusqu'à la perte de leur

boulot pour certainEs. À des familles qui ont osé prendre la parole pour dénoncer le traitement dégradant que subissent leur proche, il a été proposé de le reprendre chez eux, si ça ne leur va pas.

Dans le public et les Ehpad associatifs non lucratifs, ce n'est guère mieux car les dirigeantEs n'ont que le mot « économies » à la bouche, et plus la réflexion de comment améliorer la prise en soin des personnes âgées.

La crise sanitaire a permis à un grand nombre de ces structures d'agir en toute impunité, par la restriction des visites, qui ont réduit drastiquement la présence de personnes extérieures au sein de ces établissements pour contrôler ce qui s'y passe réellement.

Rien n'est fait pour rendre attractif le travail dans les Ehpad : salaires au rabais, formations inexistantes, glissement de tâches permanent, conditions de travail et de soins inhumaines et dégradantes.

Plus personne ne veut travailler dans ces conditions et ça se comprend.

Il est temps que ça change

Il est plus que temps de mettre en place une véritable service public du quatrième âge, que ce soit en structure ou à domicile, de petite taille, avec du personnel formé, en nombre suffisant, avec les moyens suffisants pour permettre à nos ancienEs de garder leur autonomie et de vivre leurs derniers instants de vie le plus dignement possible en tenant compte de leurs envies. Il faut exproprier les grands groupes capitalistes (Orpéa, Korian...) qui se font du fric sur le dos des ainéEs.

Il est aussi temps que la société prenne en charge les dernières années de ses ainéEs de manière solidaire, par le financement intégral du service public du quatrième âge par la Sécurité sociale. La charge financière toujours très élevée de la « dépendance » ne doit plus reposer sur les personnes

âgées, avec leurs faibles retraites, ou sur leur famille.

C'est possible, par la lutte, toutes et tous ensemble (personnel, familles, proches, résidentEs), de la manière la plus collective possible pour créer le rapport de forces

nécessaire pour que les choses bougent et que nos ainéEs ne soient plus considérés comme un fardeau mais comme une richesse de par leur expérience pour la collectivité.

Correspondante

MALTRAITANCE EN MAISON DE RETRAITE



Éducation nationale

Parcoursup, une jungle infernale

Plateforme d'affectation dans l'enseignement supérieur, Parcoursup est de retour depuis le 20 janvier dans la vie lycéenne. Un long parcours du combattant pour y formuler des vœux a débuté, aussi stressant qu'inégalitaire.

Fini le bac comme seul visa nécessaire pour s'inscrire à l'université. Les facs accèdent aux dossiers des candidatEs pour les classer selon certains « attendus » définis nationalement par filière et déclinés localement : l'avis du conseil de classe, les notes mais aussi l'académie d'origine, le niveau réel ou supposé du lycée fréquenté, les activités extra-scolaires ou la maîtrise de plusieurs langues.

Une plateforme pour évincer

Alors qu'il y a 234 700 étudiantEs de plus qu'il y a cinq ans, le gouvernement, au lieu de mettre des moyens humains et matériels dans l'enseignement public, a choisi de trier les élèves, surtout dans les filières en tension, comme le droit, la médecine ou STAPS. Sous couvert d'« insertion professionnelle » et de « certification », son but est de rendre les universités de plus en plus élitistes, payantes et conformes aux exigences du marché du travail, comme l'a rappelé Macron il y a peu. Seulement, la plateforme Parcoursup est conçue de telle manière qu'elle tente de rendre l'éviction d'une partie des candidatEs acceptable. Depuis cinq ans, à l'issue d'une première phase de « choix » et de sélection qui court de janvier à mai-juin, les candidats reçoivent une majorité de refus et de mises en attente, ce qui ne manque pas de générer angoisse et colère.

Chaque été, des dizaines de milliers d'élèves n'ont toujours rien obtenu (en 2021, mi-juillet, presque 100 000 élèves étaient dans ce cas). Une partie va alors combler les trous des filières les moins demandées, ce qui explique la communication abusive du gouvernement sur le fait que les étudiantEs ont finalement une place, mais contrainte, non conforme à leurs vœux disciplinaires ou géographiques. D'où leur « échec », voire l'abandon assez rapide de la fac. Par ailleurs, vu la galère pour trouver un logement dans les grandes villes, ou même une chambre universitaire car les délais sont passés, chaque été, une partie d'entre eux jette l'éponge pour aller grossir les rangs des travailleurEs, précaires ou au chômage souvent.

Sélection sociale

Autre effet voulu, entre 2019 et 2021, la progression des effectifs d'étudiantEs dans le privé (+ 5,1%) a été plus importante que dans le public (+ 1,3%). Non seulement la procédure longue, laborieuse et angoissante de Parcoursup pousse certainEs vers des écoles privées hors plateforme, mais surtout, la sélection opérée dans les universités publiques, faute de places, en conduit nécessairement d'autres à se tourner plus massivement vers l'enseignement privé.

Conséquence aussi de cette jungle qui vise à évincer les classes populaires et à renforcer le secteur privé, des boîtes de coaching, aux prestations juteuses, se sont développées pour aider à la constitution des dossiers. Tout cela pour écrire des lettres de motivation pas lues, par manque d'enseignantEs dans les commissions, mais qui donnent à Parcoursup un visage faussement plus humain. L'État lui-même remplit directement les poches du coaching privé avec un onglet spécifique pour y accéder. Les professeurs principaux guident autant que faire se peut mais demeurent débordés et sans une connaissance parfaite de toutes les formations. Les familles aisées sont celles qui s'en sortent le mieux, comme avant, mais Parcoursup aggrave indubitablement le phénomène et fait porter sur les classes populaires la responsabilité de leurs « choix » et donc de leur échec.

Correspondante

#Poutou2022

Déplacements, meetings, passages médias : la campagne prend son envol

Dans le même temps que les camarades sillonnent les routes à la recherche des parrainages des maires, la campagne politique du NPA est engagée, résolument militante... et radicale.

Les semaines qui viennent de s'écouler ont été riches en initiatives : déplacements, meetings, passages médias... Petit récapitulatif – non exhaustif.

Succès des meetings de Philippe Poutou

Mardi 25 janvier, ce sont pas moins de 550 personnes qui se sont retrouvées au meeting de Philippe Poutou à Caen. Un franc succès, après une belle campagne de mobilisation, et un meeting réussi, avec une intervention de Philippe précédée de trois prises de parole à propos de la solidarité avec les migrantEs, des luttes dans le secteur du travail social et de la situation dans le secteur de la psychiatrie. S'en est suivi un échange avec la salle, et des questions sur des sujets aussi variés que l'Europe, la Palestine, l'élevage industriel, l'unité à gauche, etc.

Deux jours plus tard, le 27 janvier, c'est à Bordeaux, ville où Philippe Poutou est conseiller municipal, que plus de 300 personnes se sont retrouvées pour un meeting de campagne là aussi très réussi, malgré des conditions de préparation parfois difficiles. Là encore, trois interventions ont précédé celle de Philippe, à propos de la situation de la jeunesse, de La Poste (et de la répression en son sein), et du secteur de l'éducation nationale. L'intervention de Philippe a également été suivie d'une discussion avec le public, très appréciée.



Meeting du NPA à Caen. NPA

Le 29 janvier, nous avons traversé la frontière pour nous rendre en Belgique, à Mons, à l'invitation des camarades de la Gauche anticapitaliste belge. Une façon pour nous de montrer que non seulement nos luttes n'ont pas de frontières, mais aussi que, contrairement à d'autres, nous ne faisons pas campagne uniquement pour grappiller des voix – même si l'un de nos objectifs demeure de réunir un maximum de suffrages sur le nom de Philippe Poutou. De nouveau, des interventions « locales » (à propos des sans-papiers, des aides sociales et d'une mobilisation contre l'implantation d'une usine géante) ont ouvert le meeting, avant la prise de parole de Philippe et un échange avec le public.

Dans les médias aussi

Tout le monde était ravi, et nous avons presque regretté de devoir rentrer le jour-même à Paris, mais pas le choix : Philippe était invité sur France Inter, à 8h20, le dimanche matin. Une invitation qui faisait suite

à plusieurs interventions dans les médias (émission de Laurent Ruquier sur France 2, matinale de RFI, locales de France Bleu...), qui témoignent d'un intérêt pour notre campagne. Une campagne qui a aussi vu, ces derniers jours, le début d'une tournée d'une dizaine de meetings d'Olivier Besancenot, porte-parole du NPA et de Philippe Poutou, en Île-de-France, avec des réunions publiques dans le 10^e arrondissement de Paris et à Pantin, là encore très appréciées. Pas de doute, nous sommes en campagne. Et il est d'autant plus choquant, au vu du succès des meetings et de l'écho des passages médiatiques de Philippe (plus d'un million de vues pour certaines vidéos...), de devoir galérer sur les routes pour franchir l'étape antidémocratique des parrainages. Autant de raisons, pour les éluEs qui hésitent encore, de garantir à Philippe Poutou la possibilité d'être présent à l'élection, une présence qui apparaît de plus en plus comme une évidence démocratique. **J.S.**

Parrainages

Une nouvelle bataille commence, il faut la gagner pour que Philippe Poutou soit candidat

Les formulaires de parrainages sont arrivés dans les mairies et les éluEs commencent à les envoyer au Conseil constitutionnel. Comme en 2017, la bataille sera rude jusqu'au bout, mais on peut gagner.

été harcelés par des militantEs FI ou de Révolution permanente et qui ne veulent plus entendre parler d'un parrainage, les maires qu'on n'arrive pas à joindre au moment fatidique... Ces difficultés sont habituelles, à nous de passer au-dessus.

Quelques arguments à avoir en bouche

Il y a une urgence à ce que les parrainages soient reçus par le Conseil constitutionnel car, pour acheter le papier pour l'impression des professions de foi et des bulletins de vote, réserver les créneaux d'impression, nous devons donner des garanties dans les prochains jours, prouver que nous serons présentEs. Il y a une urgence aussi à démontrer aux maires que leur parrainage sera utile : à la fin, nous savons d'expérience que chaque parrainage comptera pour franchir la barre fatidique des 500, donc chaque parrainage est décisif pour que nous soyons présentEs.

Notre courant, présent dans les luttes depuis des décennies, à l'élection présidentielle depuis 20 ans, doit être présent. Il serait démentiel qu'un fasciste comme Zemmour soit candidat et que Philippe Poutou, celui qui a fait taire Marine Le Pen au débat

des candidatEs du 4 avril 2017, ne soit pas de la bataille.

Convaincre, convaincre, convaincre

L'enjeu de la campagne présidentielle, à gauche, est de savoir sur quelle base politique nous pouvons (re) construire des outils militants pour les opprimés et les exploités. Pour nous, cela doit se faire sur la base d'un programme de rupture avec le système, de la construction des mobilisations sociales, et du regroupement militant autour de ce projet. C'est ce que nous porterons dans cette campagne, à condition de convaincre encore des centaines d'élusEs. C'est une nouvelle bataille qui commence, avec des arguments qui évoluent après la « primaire populaire » qui réhabilite une gauche social-libérale, dans le cadre de l'accélération de la campagne, de nos meetings bien remplis.

Pour la gagner, il n'y a pas de secret : il faut accéder aux éluEs, par des visites, des coups de fil, des hiboux ou des pigeons voyageurs, peu importe, et les convaincre de la légitimité de notre candidature et de son droit à exister. Cela repose sur chacunE d'entre nous.

Équipe nationale signatures



Agenda

Jeudi 3 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Saint-Nazaire. À 20h, Maison des associations-Agora 1901, salle 7, 2 bis, bd Albert de Mun.

Vendredi 4 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Paris 5^e. À 19h15, ENS, salle Dussane, 45, rue d'Ulm, M^o Place Monge (L 7), RER B Luxembourg.

Samedi 5 février, fête anticapitaliste avec Philippe Poutou, Limoges. À 16h, salle Édouard-Detaille, 8, rue Édouard-Detaille, La Bastide.

Mercredi 9 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Valence. À 19h, maison de la vie associative, 74, route de Montélier.

Jeudi 10 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Saint-Denis. À 18h30, amphi B1, Université Paris 8 Saint-Denis, 2, rue de la Liberté.

Jeudi 10 février, Philippe Poutou dans l'émission Backseat sur Twitch. À 21h, interview de Philippe Poutou par Jean Massiet, Usul, Gaspard G et Léa Chamboncel. Sur la chaîne Twitch de Jean Massiet

Vendredi 11 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Saint-Malo. À 19h, salle de quartier de Rocabey (angle rue Jules-Ferry et bd Villebois-Mareuil).

Samedi 12 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Perpignan. À 17h, cinéma Le Castillet.

Lundi 14 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Chambéry. À 18h30, salle Mérande.

Mardi 15 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Annecy. À 19h, salle Pierre-Lamy.

Mercredi 16 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Paris 11^e. À 19h30, AGECA, 177, bd de Charonne, M^o Alexandre-Dumas.

Jeudi 17 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Hennebont. À 19h, PMU Le Spot, place de la Mairie.

Vendredi 18 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Brest. À 20h, Maison des syndicats, quartier de l'Harteloire.

Mardi 22 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Mulhouse. À 20h, MCP Cité, 29, rue Chanoine-Cetty.

Mercredi 23 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Audincourt (25). À 20h, foyer municipal, place du Marché.

Mardi 1^{er} mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lyon. À 19h, CCVA Villeurbanne, 234, cours Zola, M^o Flachat.

Vendredi 4 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Le Mans. À 20h, salle Barbara, arrêt Saint-Martin.

Mercredi 9 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Besançon. À 20h, Grand Kursaal, 2, place du Théâtre à Besançon.

Mercredi 16 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 19h30, FEC, 17, place Saint-Étienne.

Série

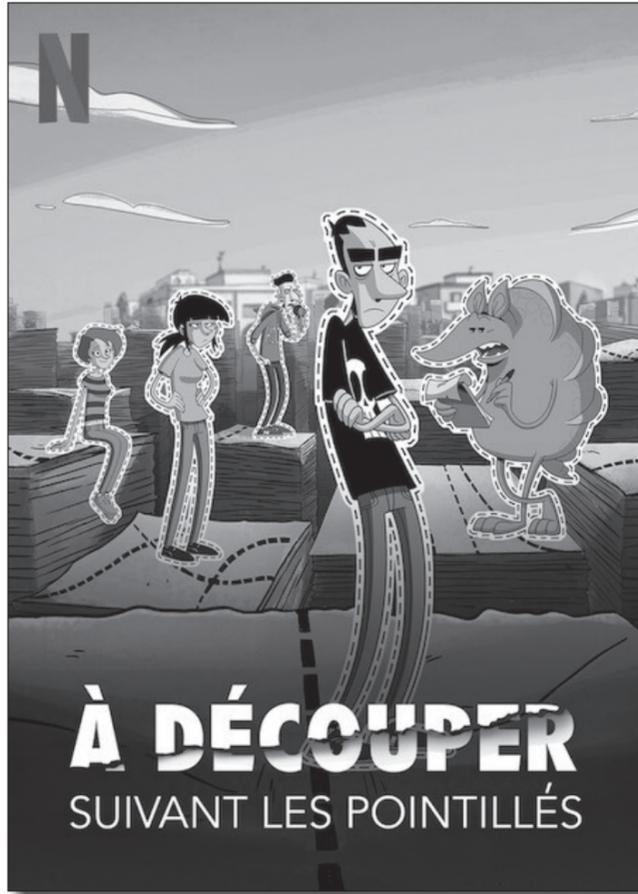
À découper suivant les pointillés, de Zerocalcare

L'auteur italien Zerocalcare (Michele Rech) se lance dans l'audiovisuel avec une série inspirée par son univers en bande dessinée : *À découper suivant les pointillés* (*Strappare lungo i bordi*). La série démarre avec le G8 de Gênes et traverse une époque de crise et d'incertitudes pour toute une génération, les Millennials, née à cheval des années 1980 et 1990, qui peine à trouver sa place dans le monde et se déchire entre les études longues, les emplois précaires et les rêves brisés. Le malaise existentiel du protagoniste traduit une crise profonde du travail qui s'exprime à travers le refus de sa forme capitaliste et servile et l'impossibilité de le rattacher aux aspirations et aux talents des jeunes. Zero envoie ainsi des centaines de CV sans avoir l'intention d'accepter réellement un emploi. Son ami, Secco, essaie d'arriver aux fins de mois en jouant au poker en ligne tandis que ses deux copines, Sarah et Alice, sont obligées d'accepter des conditions misérables malgré leur vocation et les longues périodes de formation.

Désillusion et désenchantement

Dans une veine autobiographique, l'auteur exprime la désillusion et le désenchantement de sa génération causés par une difficulté chronique à s'insérer dans la société et à réaliser ses rêves d'enfance. Les personnages et les récits de *Zerocalcare* sont issus des milieux des squats (centres sociaux) italiens et parlent la langue des

La série d'animation tirée de l'univers des BD de Zerocalcare déchire tout sur Netflix!



banlieues romaines. Toutefois, les nombreuses références culturelles œuvrent à l'élaboration d'une langue universelle qui peut être comprise bien au-delà des secteurs militants alternatifs de la capitale italienne.

Chaque dessin, digression et détail est signifiant et trouve sa place dans ce riche univers qui résonne avec la mémoire et le vécu de notre génération. Torturé par son incapacité à prendre des décisions et à se

ranger dans une vie et un emploi stables, Zero est capturé par un flux de conscience psychotique et sarcastique habilement transporté par le slang romain et les dialogues hilarants avec son tatou (doublé par l'acteur Valerio Mastandrea).

Face à un monde que nous n'avons pas choisi

Toute une génération peut facilement s'identifier au protagoniste et à ses amis inséparables. Elle se voit alors en proie à des nuits désespérées à chercher un truc décrypté sur Netflix, à réfléchir pendant des heures avant de poster un tweet ou à naviguer entre la panoplie d'objets inutiles accumulés dans la société capitaliste. Nous nous voyons projetés dans une réalité où tout s'accélère tandis que nous restons immobiles et impuissants face à nos propres démons, à nos frustrations et à un monde que nous n'avons pas choisi.

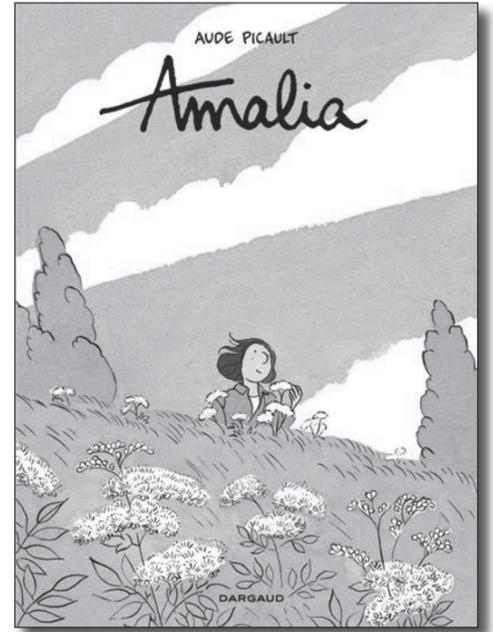
La charge émotionnelle des six épisodes va crescendo jusqu'au drame irréparable de la mort face à laquelle seules l'amitié et la solidarité constituent un réel rempart. Il est impossible de suivre les pointillés sans déchirer la feuille. Nos vies se dessinent d'une façon irrégulière en passant par des découpages inattendus qui laissent inévitablement des cicatrices. Par son originalité et sa beauté crue et sincère, la série *Zerocalcare* est réellement l'une des œuvres audiovisuelles qui vaut la peine d'être regardée sur Netflix.

Hélène Marra

Bande dessinée

Amalia, d'Aude Picault

Scénario, dessin et couleurs d'Aude Picault. Dargaud, 148 pages, 19,99 euros.



Aude Picault ne nous fait pas de cadeau ! Parce que, vraiment, on a envie que ça s'arrête, on se dit qu'il va se passer quelque chose, on s'impatiente, va-t-elle craquer, Amalia ? Va-t-on en finir ? Mais au lieu de cela, la nasse se resserre peu à peu, s'étire et n'en finit pas de se refermer... Les planches mêmes du livre, foisonnantes, chargées, d'une densité incroyable, traversées par les cris, par le bruit, onomatopéisées à charge, incarnent le piège qui se referme ! Alors, c'est sûr, Amalia va craquer. Mais, contre toute attente, si Amalia subit, si Amalia supporte, Amalia fait face vaillamment et tient bon !

Amalia n'a pas envie

Amalia supporte les pleurs de la petite Lili, la pauvre petite Lili dont les journées se terminent invariablement par des histoires de princesse (dont Amalia n'oublie pas de lui rappeler que ça ne se passe jamais comme ça dans la vraie vie). Amalia supporte (plus ou moins) les frasques de Nora, la fille de son compagnon Karim, ado idéal-typique, dont la vie s'organise, malgré les cris de son père, autour de son smartphone, des réseaux sociaux et de la recherche de followers... Amalia supporte (de moins en moins) les humeurs de Karim, à cran en permanence, lui qui ne supporte ni sa fille ni les humeurs de la mère de sa fille (son ex, quoi) et qui s'empare souvent au grand bénéfice de l'ambiance familiale ! Et il faut qu'Amalia supporte, jusqu'à la dernière minute de ses journées d'enfer, les réflexions amères de son partenaire qui lui reproche évidemment de ne pas avoir envie !

Intolérante au rendement !

Elle va craquer, c'est sûr, et plus ça dure, plus on pense que ce que subit Amalia, au boulot, va en venir à bout – Karim est assez bien servi aussi, d'ailleurs. Mais Amalia tient ! Elle tient si longtemps que le lecteur – qu'en dit la lectrice ? – s'enfoncé doucement dans le récit par le bout de la vie qui s'épuise. Il reçoit en pleine face l'histoire de cette famille comme le miroir de sa propre vie, qui ressemble décidément terriblement à la caricature qu'en dépeint Aude Picault ! On se dit non, ce n'est pas possible, elle n'est pas ainsi, ma vie... Mais au bout de quelques pages, difficile de penser sincèrement qu'elle décrit la vie des autres, cette réalité qui, finalement, conduit Amalia à s'écrouler au nom de « l'intolérance au rendement » ! Alors quand Amalia craque, quand Amalia se libère, quand apparaît l'embellie, le lecteur se dit qu'il est vraiment temps d'éteindre la radio et d'écouter « Clémence en vacances », la chanson d'Anne Sylvestre...

Vincent Gibelin

Jazz

Louise, d'Émile Parisien

Un CD chez ACT Music, 17,99 euros.

Émile Parisien est de retour, en cette fin janvier 2022, avec un sextet de choc et un nouvel album rempli à la fois d'énergie et de douceur : *Louise*.

Plus de 20 albums

Le presque quadragénaire, natif de Cahors, est entré au collège de Jazz de Marciac à l'âge de 11 ans avec pour ange tutélaire le grand Wynton Marsalis, puis il s'est perfectionné au Conservatoire de Toulouse où il est passé du sax alto au sax soprano pour « trouver un son entre violoncelle et hautbois ». Musicien redouté par ses pairs, il a déjà enregistré plus de 20 albums dont 8 sous son patronyme. Ses créations récentes sont d'une qualité époustouflante, qu'il s'agisse d'un jazz contemporain comme *Sfumato* avec le piano de Joachim Kühn et la clarinette de Michel Portal¹, ou de la re-visitation du tango argentin moderne avec Vincent Peirani pour *Abrazo*².

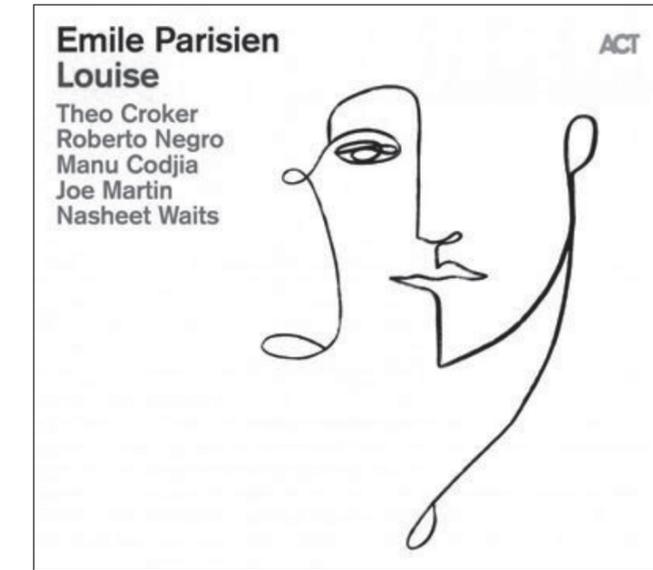
« Louise », un lumineux retour aux sources

Ce retour aux sources du jazz moderne, il le fait avec la mise sur pied d'un sextet franco-américain de haute volée. Émile Parisien a choisi Théo Croker pour tenir la trompette tandis que la rythmique

est assurée par le batteur Nasheet Waits et le bassiste Joe Martin. Les complices musicaux habituels, le pianiste Roberto Negro et le guitariste Manu Codjia, sont de ce voyage américain dans l'univers de l'artiste Louise Bourgeois et ses araignées légendaires symbolisant la maternité. Celui que Francis Marmande a décrit dans *le Monde* comme « la meilleure nouvelle du jazz européen depuis longtemps » développe au maximum son concept de partage. La musique, « c'est un partage, une conversation permanente, une dynamique qui nous permet de recevoir et de créer ensemble ». Concept appliqué à la lettre puisque sur les neuf morceaux de l'album, Émile Parisien n'en signe que cinq dont « Louise », le titre éponyme et un fabuleux « Memento » en trois parties. Roberto Negro, Manu Codjia et Théo Croker livrent leurs propres compositions tandis que le sextet donne ensemble une adaptation très réussie du « Madagascar » de Joe Zawinul.

Narration musicale et répétition

Émile Parisien et son sextet nous offrent une musique d'une grande générosité, à la fois poétique et fougueuse, où il sait se mettre en retrait quand il faut savoir mettre en



scène musicalement les sculptures existentialistes de sa muse temporelle ancrée comme lui dans une histoire personnelle pleine de rebondissements. Une grande énergie et la douceur de la passion cohabitent dans ce nouvel opus enregistré à la maison de la culture d'Amiens.

Formé par les meilleurs, Émile Parisien a toujours été sensible à la narration dans sa musique et tout ce qu'il écrit se retrouve dans un système de narration ou la répétition d'un thème permet évolution et improvisation. « Au départ, le morceau Louise était écrit comme l'ouverture d'un poème

symphonique, c'est pour cela qu'il commence tout doucement. Puis, le thème évolue, et il finit par s'assoir et laisser une place à d'autres plages, d'autres morceaux » qui donne ici le meilleur album jazz de cette rentrée 2022. Quelques privilégiés auront pu s'en rendre compte en « live » à Sons d'hiver au Kremlin-Bicêtre. L'album est disponible et quelques tracks sont en audition libre sur FIP ou sur les sites de streaming. On en profitera sans compter.

Sylvain Chardon

1 – *Sfumato*, un CD ACT Music. Voir *L'Anticapitaliste* n° 464 du 21 février 2019.
2 – *Abrazo*, un CD ACT Music. Voir *L'Anticapitaliste* n° 540 du 22 octobre 2021.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Ma première confrontation avec ce jour terrible, à part le fait de l'avoir vu dans les journaux télévisés irlandais, a eu lieu lorsque, à 15 ans, j'ai vu une foule de 20 000 personnes furieuses incendier l'ambassade britannique, deux jours après le massacre. La colère était telle qu'il était question que l'armée irlandaise passe la frontière, et plusieurs entreprises britanniques ont été attaquées. Pour beaucoup, il s'agissait de l'énigme épisode d'une longue série d'atrocités commises par les Britanniques en Irlande, dont nous avons tous entendu parler à l'école.

Le défi du mouvement des droits civiques

Le Bloody Sunday mit fin à la première phase de la lutte de la population nationaliste irlandaise du nord contre les injustices flagrantes et l'état d'apartheid qui établi avec la partition de l'Irlande en 1921. Avec un système de vote truqué et un système de castes pour l'attribution des logements, de l'éducation et des emplois, le seul recours des nationalistes qui n'aimaient pas la situation était d'émigrer. Pour ceux qui s'exprimaient, la brutale force de police réservée aux protestants (la Royal Ulster Constabulary) et ses réservistes encore plus brutaux, les B Specials, veillaient à ce qu'ils soient réduits au silence. Le vent du changement s'est levé en 1969, avec la montée du Mouvement des droits civiques, inspiré par le Mouvement des droits civiques aux États-Unis et les révoltes étudiantes à Paris, etc. La plupart des leaders étaient des nationalistes modérés, souvent issus du milieu social-démocrate, comme John Hume et Austin Currie. Ils cherchaient à remettre en question le statu quo par des moyens pacifiques, des manifestations et des protestations. Ce mouvement fut considéré comme un défi existentiel pour l'État d'Irlande du Nord, et la police et les B Specials se déchaînèrent contre les manifestants. Plusieurs attaques brutales contre les manifestations eurent lieu, ainsi que des attaques contre les nationalistes par des foules loyalistes, comme cela s'était produit dans les années 1920 après la partition, lorsque des pogroms avaient eu lieu dans certaines parties de Belfast et que des travailleurs catholiques avaient été chassés des chantiers navals.

Troupes britanniques en renfort

Le gouvernement britannique se sentait obligé d'agir car les scènes de violence dans le nord de l'Irlande s'avéraient préjudiciables pour l'État britannique, en particulier vues depuis les États-Unis, où vivait une importante population irlandaise. Des troupes britanniques furent envoyées en Irlande, prétendant pour soutenir la police et les autorités civiles et rétablir l'ordre. L'armée britannique était censée être impartiale et servir de tampon entre les deux communautés, mais en fait la Grande-Bretagne maintint ses anciens intérêts impériaux en Irlande et de nombreux régiments envoyés avaient des antécédents profondément sectaires et un fort sentiment anti-nationaliste et pro-colonial. Certaines de ces troupes avaient été utilisées quelques années auparavant pour tenter de réprimer les luttes anticoloniales ailleurs dans l'empire britannique. L'unionisme était en état de crise, car il voyait les piliers de son État sectaire ébranlés et appelait la Grande-Bretagne à l'aide, tout en laissant à ses propres forces de

Il y a 50 ans, le Bloody Sunday en Irlande

Le 30 janvier 1972, 13 personnes étaient assassinées à Derry, en Irlande du Nord, lors d'une marche du mouvement des droits civiques. Ce jour est resté comme le « Bloody Sunday ». 50 ans après, nous publions un article de notre camarade **Joseph Healy**, membre d'Anticapitalist Resistance.

police sectaires toute latitude pour écraser le mouvement des droits civiques.

La marche et le rassemblement de janvier 1972 à Derry devait être l'une des plus grandes manifestations du Mouvement pour les droits civiques. De nombreux jeunes nationalistes et catholiques avaient été encouragés par la montée du mouvement et par le fait que le monde observait désormais l'Irlande du Nord comme il ne l'avait pas fait au cours des 60 années précédentes. Il y avait également un réel espoir et le sentiment que le changement était dans l'air.

Une marche contre l'internement

L'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui croyait en l'utilisation de la force armée pour chasser les Britanniques du nord de l'Irlande, existait depuis 1921 mais était une force marginale, parfois presque disparue. Elle est réapparue en 1969 et a mené quelques petites attaques contre les forces britanniques et la police. Son rôle était limité par rapport au mouvement pacifique des droits civils, beaucoup plus important, qui bénéficiait du soutien de l'Église catholique et d'une grande partie de la bourgeoisie catholique.

La Grande-Bretagne introduisit l'internement sans procès dans le but d'arrêter et de détenir les nationalistes soupçonnés d'appartenir à l'IRA sans avoir accès à des procès civils, par le biais des tribunaux Diplock, des tribunaux composés uniquement de juges, qui ne donnaient aucune voix réelle aux accusés. Cette situation a suscité un énorme ressentiment au sein des communautés nationalistes et beaucoup se sont retournés contre l'armée britannique, que certains d'entre eux avaient considérée comme un arbitre neutre lors de leur arrivée en 1969.

La marche à Derry visait à protester contre l'internement et de nombreux participants étaient attendus. Des familles entières participèrent à la manifestation qui se déroulait dans le quartier traditionnellement nationaliste du Bogside. Le célèbre régiment des parachutistes, dont nous savons aujourd'hui qu'il avait perpétré un massacre à Ballymurphy, à Belfast, un an auparavant et qu'il s'était échappé en toute impunité, avait été appelé pour soutenir la police et à s'assurer que l'IRA ne s'infiltra pas dans la manifestation et ne commette pas d'attentats. Lorsque les manifestants, retenus par la police, commencèrent à jeter des pierres et des bombes à essence, les troupes furent lâchées et assassinèrent de sang-froid 13 manifestants innocents. La fiction voulait que ceux qui étaient morts faisaient partie de l'IRA et que les troupes s'étaient protégées contre les tirs de l'IRA. C'est la position que défendent encore aujourd'hui le commandant du régiment de l'époque et certaines sections de



WIKIMEDIA COMMONS

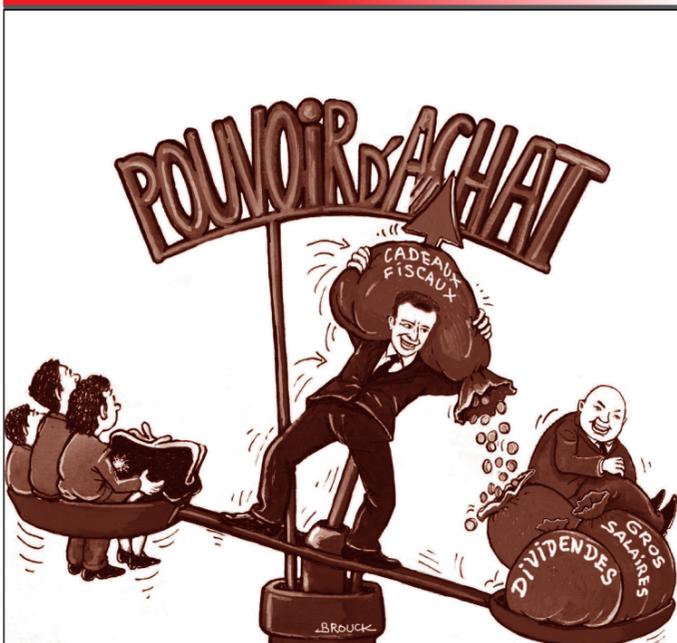
la communauté unioniste, dont certaines ont arboré le drapeau du régiment de parachutistes sur des mâts à Derry cette semaine.

Contre les assassins de la mémoire

Le tollé mondial qui a suivi le massacre a été immense, et l'État britannique a dû brouiller les pistes. Il l'a fait, comme il l'avait déjà fait à maintes reprises au cours de son histoire impériale, en mettant en place une enquête juridique apparemment impartiale qui devait examiner l'incident et dédouaner les troupes britanniques de toute culpabilité. Il s'agit de l'enquête Widgery, qui ne fut qu'une farce. Widgery, comme prévu, acquitta les troupes de toute culpabilité et affirma qu'elles avaient agi en état de légitime défense, mais il fut incapable de trouver la moindre preuve de l'existence des armes que les victimes auraient portées. La colère et le ressentiment engendrés par le massacre et sa dissimulation ont fait entrer les « Troubles » dans une nouvelle phase, celle du conflit armé. Beaucoup de ceux qui ont été tués à Derry étaient de jeunes hommes, et beaucoup

de leurs amis qui ont été témoins du massacre ont rejoint l'IRA. Lors d'une interview réalisée en 1992, l'un des amis d'une victime, qui avait lui-même participé à la marche, a décrit comment lui et six de ses amis avaient rejoint l'IRA à la suite de ce massacre et parce qu'il avait vu « comment la domination britannique en Irlande se traduirait toujours par une oppression et un bain de sang ». Il avait appris la leçon que des générations de nationalistes irlandais avaient apprise avant lui, à savoir qu'il n'était pas possible de raisonner l'impérialisme britannique en Irlande. De nombreux historiens affirment aujourd'hui que le Bloody Sunday a été le tournant central des Troubles et a convaincu de nombreux jeunes nationalistes que les protestations pacifiques contre l'Unionisme et les Britanniques étaient inefficaces. Des décennies plus tard, l'enquête Saville, qui a duré 12 ans et interrogé des centaines de témoins, a annulé l'enquête Widgery et déclaré toutes les personnes tuées innocentes. Elle a conclu que les troupes les avaient délibérément tuées et que l'IRA n'avait pas participé à la marche et n'avait pas attaqué les troupes. David Cameron a ensuite présenté ses excuses aux familles des victimes au nom de l'État britannique. Le hic, c'est que l'enquête Saville avait promis aux témoins qu'aucune poursuite ne serait engagée. Les familles des victimes du Bloody Sunday continuent de penser que les responsables doivent être jugés, tout comme les forces de l'État qui ont commis des atrocités en Irlande du Nord. Le gouvernement britannique actuel veut faire passer une loi qui garantirait que cela ne se produise jamais. Il veut fermer le livre des crimes commis par les forces britanniques et leurs alliés paramilitaires loyalistes en Irlande. **Joseph Healy, traduction J.S.**

L'image de la semaine



L'UNION EUROPÉENNE COMPLICE DU PIRE
Amnesty International a appelé lundi [31 janvier] l'Union européenne à cesser sa coopération avec les autorités libyennes en matière de migration, à l'occasion des cinq ans d'un accord controversé, dénonçant à nouveau les conditions « infernales » de détention des migrants dans ce pays. L'accord de coopération avec les garde-côtes libyens prévoit l'interception en Méditerranée des migrants qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer au péril de leur vie, et leur retour forcé en Libye. Plus de 82 000 personnes au total ont ainsi été ramenées en Libye, selon Amnesty. L'organisation souligne qu'il est « illégal de renvoyer quiconque vers un endroit où il est menacé de graves violations » des droits humains.

« Les hommes, femmes et enfants ramenés de force en Libye sont confrontés à des détentions arbitraires, à la torture, à des conditions de détention cruelles et inhumaines, à des viols et des violences sexuelles, à des extorsions de fonds, au travail forcé et à des exécutions extrajudiciaires », énumère l'ONG.

« Le gouvernement libyen d'unité nationale (GNU) continue de permettre de nouveaux abus et de renforcer l'impunité, ainsi que le montre la récente nomination de Mohammed al-Khoja comme directeur du département de lutte contre l'immigration irrégulière », accuse Amnesty. M. al-Khoja, qui dirige aussi le centre de détention Tariq al-Sikka, est souvent accusé par des ONG et médias d'abus envers les migrants.

« Il est grand temps de mettre un terme à cette approche cruelle, qui démontre un mépris total pour la vie et la dignité de ces gens. À la place, les efforts de sauvetage doivent garantir que les gens sont emmenés dans un lieu sûr », a dénoncé Matteo de Bellis, chercheur sur la migration et l'asile à Amnesty. [...]

L'Italie et la Libye ont signé le 2 février 2017, avec le soutien de l'UE, un accord controversé, mais renouvelé depuis, prévoyant d'aider financièrement et de former les garde-côtes libyens pour bloquer les départs de migrants. Les ONG et l'ONU le dénoncent régulièrement, ainsi que les violations des droits humains commises à l'encontre des migrants. [...]

Agence France-press, « Amnesty appelle l'UE à cesser sa coopération avec la Libye sur la migration », 31 janvier 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755
Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org